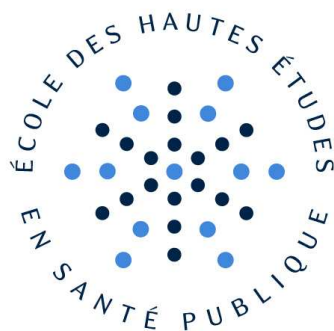




Rapport d'activité

Suivi 2008
du contrat d'objectifs et de moyens



EHESP

Sommaire

1/ Renforcer les formations de santé publique en développant les partenariats :

- 1.1. Formation des personnels ayant à exercer des fonctions de direction, de gestion, d'inspection ou de contrôle dans les domaines sanitaires, sociaux ou médico-sociaux
- 1.2. Enseignement supérieur en matière de santé publique
- 1.3. Formation continue (autres publics)

2/ Développer et promouvoir la recherche et l'expertise en santé publique :

- 1.4. Expertise et recherche au sein des Départements
- 1.5. Écoles ou réseau d'Écoles doctorales
- 1.6. Centres interdisciplinaires

3/ Donner une visibilité internationale aux actions de recherche, aux formations et aux métiers :

- 1.7. Coopération internationale et programmes européens
- 1.8. Échanges internationaux

4/ Management et performances de l'École :

- 1.9. Management et organisation
- 1.10. Programme pluriannuel d'investissement (P.P.I.)

5/ Indicateurs d'autoévaluation

L'an dernier a été présenté le dernier rapport d'activité de l'ENSP en la forme accoutumée en vigueur dans notre établissement.

Depuis l'E.N.S.P. est devenue l'E.H.E.S.P., grand établissement d'enseignement supérieur et le Contrat d'Objectif et de Moyen couvrant les années 2008 à 2011 a été signé entre l'école représentée par le Président du Conseil d'Administration Jean François Mattei et le directeur Antoine Flahault et les différents ministres concernés :

- Ministre du Travail, des Relations sociales, de la famille et de la Solidarité
- Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports et de la vie associative

Le préambule du contrat stipulait :

« Si la santé concerne chacun et chacune, la santé publique se présente comme une approche populationnelle sur laquelle s'appuie la réponse politique aux besoins de la population. Force d'analyse, elle met au point et développe des instruments de mesure qui relient divers éléments à leurs effets dommageables ou bénéfiques. Force d'intervention, elle cherche à anticiper les risques, à contrôler les éléments nocifs en élaborant des mesures techniques et réglementaires adaptées et à promouvoir les bonnes pratiques. Force de proposition, elle s'efforce de promouvoir une culture, des attitudes, des comportements, des valeurs de justice sociale avec la volonté de faire accéder les populations à une vie plus longue et de meilleure qualité.

L'ambition qui préside à la création de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP, loi de santé publique d'août 2004, décret n°2006-1546 du 7 décembre 2006) selon le statut des grands établissements du code de l'éducation, est de construire, en France une école de santé publique, capable d'organiser et de promouvoir une formation académique et professionnelle de haut niveau dans les métiers et les disciplines de la santé publique ainsi que la recherche dans ce domaine et d'avoir un important rayonnement international assurant les missions rappelées ci-dessous par l'article L. 756-2, chapitre VI du titre V du livre VII du code de l'éducation :

« L'EHESP, établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et professionnel, est placée sous la tutelle des ministres chargés de la santé, des affaires sociales, de l'éducation et de la recherche. Elle a pour mission :

« 1- D'assurer la formation des personnes ayant à exercer des fonctions de direction, de gestion, d'inspection ou de contrôle dans les domaines sanitaires, sociaux ou médico-sociaux et notamment de celles relevant du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des affaires sociales ;

« 2- D'assurer un enseignement supérieur en matière de santé publique ; à cette fin, elle anime un réseau national favorisant la mise en commun des ressources et des activités des différents organismes publics et privés compétents ;

« 3- De contribuer aux activités de recherche en santé publique ;

« 4- De développer des relations internationales dans les domaines cités aux 1, 2 et 3, notamment par des échanges avec les établissements dispensant des enseignements comparables».

Une approche de la santé publique au service de valeurs collectives

Dans une optique de développement d'une santé publique « en action », avec et pour les citoyens, nous proposons de développer une approche au service de valeurs collectives de la justice sociale, d'équité, dans le souci de la santé et de la sécurité des personnes. La santé n'est pas une marchandise mais elle est un bien supérieur et indispensable au développement des sociétés.

Les professionnels formés par l'EHESP auront la volonté :

- de promouvoir l'accès équitable des populations à la prévention et au système de soins ;
- de se placer dans une logique de solidarité et de redistribution des ressources pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé ;
- de porter une attention particulière aux besoins de prise en charge des personnes vulnérables ;
- de promouvoir la mesure des résultats du système de santé, de rechercher leur conformité aux référentiels et d'en améliorer constamment la qualité ;
- de favoriser une recherche productive en santé et des innovations reconnues et diffusées sur le plan international ;

- *d'adopter une vision de la santé publique respectueuse du développement durable et préoccupée de la maîtrise de ses coûts »*

C'est donc à la réalisation des engagements de ce contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens que s'est attelé, avec le concours de tous les acteurs, la direction dès la première année de son exécution.

C'est aussi la raison pour laquelle la nouvelle trame de présentation de ce rapport d'activité suit fidèlement le programme d'exécution du contrat qui était décliné en 4 orientations stratégiques :

- Renforcer les formations de santé publique en développant les partenariats
- Développer et promouvoir la recherche et l'expertise en santé publique
- Donner une visibilité internationale aux actions de recherche, aux formations et aux métiers
- Renforcer le management de l'école et améliorer ses performances

A la lecture des tableaux qui suivent, on peut constater que tout en continuant d'assurer l'accueil des formations qui entraient de tout temps dans son champs de compétence, l'école a réussi à mettre en place les premiers éléments du service de la scolarité destiné à prendre en charge les étudiants qui désormais peuvent s'inscrire dans les formations offertes soit au seul titre de l'EHESP, soit en co- habilitation.

L'école a également tiré parti de son expérience dans le domaine de la VAE acquise au travers du CAFDES pour se préparer à étendre le champ de cette activité.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les nombres de diplômes habilités ou co-habilité est d'ors et déjà de 6. Le MPH a enregistré pour sa première année, 75 candidatures dont 31 ont été retenues.

En ce qui concerne la formation continue l'année 2008 dit être considérée comme une année de transition car en l'absence d'un responsable jusqu'en juin a constitué un handicap qui sera comblé en 2009.

Dans un autre domaine celui de la réorganisation de l'Ecole, le découpage en nouveaux départements a été réalisé et l'affectation des moyens en personnel entre tous les secteurs réalisée.

En ce qui concerne le management de l'école de nombreuses actions ont été conduites avec la mise en place du nouvel organigramme qui traduit la volonté de modernisation de la gestion dans la perspective d'une forte déconcentration des moyens et des responsabilités au 1er janvier 2010.

La DRH a été réorganisée, la direction des études mise en place.

Les préalables à la mise en place des centres de responsabilité ont été réalisés en commençant par le lancement de l'opération « SIFAC », qui consiste dans le changement du système de gestion financier et comptable qui sera achevé fin 2009.

En ce qui concerne le Plan Pluriannuel d'Investissement, les engagements pris ont été tenus, à savoir l'achèvement des travaux de la résidence Marbeuf qui a pu accueillir dès le 5 janvier 2009 123 élèves dans des conditions modernes de confort et accroître d'un amphithéâtre et de 7 salles de cours le potentiel de l'établissement.

Par ailleurs la notification de la plupart des marchés destinés à permettre la rénovation de la restauration ont été réalisée avant la fin de l'exercice ainsi que celle de l'attribution du marché du bâtiment modulaire destiné à abriter différents services de l'école tout au long du chantier de rénovation du bâtiment principal.

Je tiens à souligner que ce haut degré de réalisation des objectifs qui avaient été fixés à l'établissement n'a pu être atteint que grâce à la mobilisation de tous et je tiens à les en remercier.

Je vous invite à prendre connaissance du détail des réalisations 2008 en parcourant les fiches qui constituent ce premier rapport d'activité de l'EHESP

Le directeur

Antoine Flahault

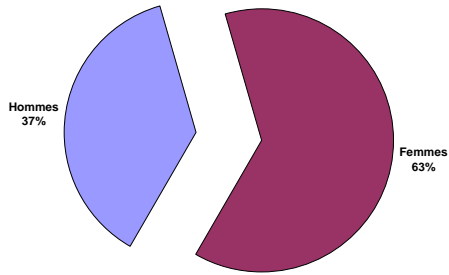
1. Renforcer les formations de santé publique en développant les partenariats

2008		Recrutement		
Formations initiales :	nouveaux élèves	Externe	Interne	Autres
Formations Fonction Publique				
IASS	44	27	15	2
MISP	13	3	4	6
PHISP	9	7	1	1
IES	13	9	3	1
TS	50	31	18	1
MEN	21	16	3	2
DH	57	35	21	1
DS	67	1	66	-
DESSMS	117	68	49	-
AAH	154	52	56	46
<i>sous-total</i>	545	249	236	60
Formations diplômantes				
IGS	21	-	-	21
MPH M1	18	-	-	18
MPH M2	10	-	-	10
Master pilotage des politiques et actions en santé publique	5	-	-	5
Diplôme de santé publique	13	3	4	6
Europubhealth M1	25	-	-	25
Europubhealth M2	37	-	-	37
Executive Health MBA	6	-	-	6
CAFDES	375	-	-	375
<i>sous-total</i>	510	3	4	503
total formations initiales	1 055	252	240	563
		1055		

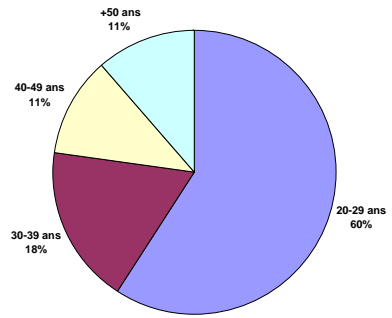
Formation continue

Année	2006	2007	2008
Nombre de sessions proposées hors intra	246	317	311
Nombre de sessions déroulées hors formation sur mesure	198	248	246
Nombre de stagiaires (hors formation sur mesure)	6 101	5 858	4 603
Nombre de jours stagiaire	17 715	15 777	15 115
Nombre de sessions sur mesure	147	85	21

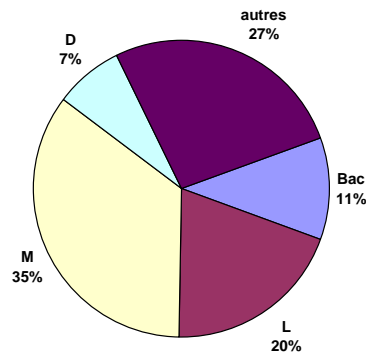
Répartition par genre
Nouveaux élèves 2008 en formations initiales



Répartition par âges
nouveaux élèves 2008 en formations initiales



Formations et diplômes d'origine
nouveaux élèves 2008 en formations initiales



Origines géographiques



1.1 Formation des personnels ayant à exercer des fonctions de direction, de gestion, d'inspection ou de contrôle dans les domaines sanitaires, sociaux ou médico-sociaux

Indicateur	Taux de satisfaction global ensemble des publics	Taux de satisfaction global selon le public	Nombre de personnes sondées	date d'entrée en formation/date de sortie	Commentaires
Taux de satisfaction des employeurs par rapport à la formation initiale	89% (cible à atteindre 70%)	D3S : 89%	56 sur 112 (50%)	1/01/05 – 15/12/06	les anciens élèves interrogés en 2008 avaient intégré l'école, pour ceux dont la formation initiale est la plus longue à savoir les DH et les D3S, dès janvier 2005. Autrement, les autres publics avaient intégré l'école au cours de l'année 2006. Les AAH et les TS ne faisaient pas parti des publics interrogés dans le cadre de l'enquête. Ils seront intégrés en 2009.
		DH : 89%	55 sur 89 (61%)	1/01/05 – 31/03/07	
		DS : 86%	51 sur 70 (72%)	1/01/06 – 30/09/07	
		AAH : non sondé	Non interrogé	Non interrogé	
		IASS : 92%	13 sur 17 (76%)	1/10/05 – 31/03/07	
		MISP : 92%	12 sur 15 (80%)	1/10/06 – 30/09/07	
		PHISP : 100%	6 sur 7 (86%)	1/10/06 – 30/09/07	
		MEN : 91%	11 sur 24 (45%)	12/03/06 – 15/12/07	
Taux de satisfaction des anciens élèves de la formation initiale	74,9% (cible à atteindre 80%)	D3S : 74,2%	101 sur 112 (90%)	1/01/05 – 15/12/06	Le taux global de 74,9% s'explique par le décrochage qualitatif de la formation MISP (20% de taux de satisfaction) qui ne fait aucunement écho au taux de satisfaction employeur de 92%. En 2008 l'ensemble du dispositif de formation destiné à ce public a été revu.
		DH : 69,6%	69 sur 89 (77%)	1/01/05 – 31/03/07	
		DS : 90,9%	66 sur 70 (94%)	1/01/06 – 30/09/07	
		AAH : non sondé	Non interrogé	Non interrogé	
		IASS : 94,1%	17 sur 17 (100%)	1/10/05 – 31/03/07	
		MISP : 20%	15 sur 15 (100%)	1/10/06 – 30/09/07	
		PHISP : 85,7%	7 sur 7 (100%)	1/10/06 – 30/09/07	
		MEN : 61,9%	21 sur 24 (87%)	12/03/06 – 15/12/07	
		IES : 64,3%	14 sur 14 (100%)	1/10/06 – 30/11/07	
		TS : non interrogé	Non sondé	Non interrogé	

Indicateur	Filière	Dispositifs prévus par les textes	Promotions concernées	Niveau de réalisation / organismes de formation concernés	Commentaires
Pourcentage des personnes ayant effectivement réalisé l'intégralité de leur formation d'adaptation à l'emploi (fonction publique hospitalière)	DH Direction d'établissement	Formation des primo-nommés, sans précision de durée, ni délais	Liste des primo-nommés non transmise par le Ministère depuis 2006	18 stagiaires formés en 2006	Dispositif réalisé intégralement par l'EHESP sous réserve de commande de la DHOS
	DH Tour extérieur	12 semaines en un an dont une semaine de tronc commun, puis 11 semaines de spécialisation ou de stage pratique	Dispositif revu à la rentrée 2008	100% des effectifs finalisaient leur parcours dans les délais impartis sur le précédent dispositif	Dispositif réalisé intégralement par l'EHESP
	D3S Cadres A détachés	12 semaines en 2 ans dont 4 semaines de stage pratique	Rentrée 2007 : 22 (dont 3 Tour ext.) Rentrée 2008 : 21 (dont 2 Tour ext.) Rentrée 2009 : effectif prévu > 25	98 % des stagiaires entrés en FAE DESSMS finalisent leur parcours dans les délais impartis <i>Validé par un jury pour la première fois sur 2009 pour les 19 cadres A entrés en 2008</i>	Toute la formation est réalisée par l'EHESP Depuis 2007 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ mise en œuvre d'un nouveau dispositif de formation, marqué par un tronc commun de 4 semaines et un parcours de spécialisation (GRH, Gestion financière et comptable, Publics accueillis, Qualité, Achats publics et opérations de travaux) au regard des acquis de formation et d'expérience des stagiaires à l'entrée en formation ➤ Co-construction avec le service formation continue des parcours de formation individualisés
	D3S Tour extérieur	12 semaines en 1 an dont 4 semaines de stage pratique			

	AAH	6 mois en trois ans, dont 3 mois de stage	2004 : 189 2005 : 146	7,6% des élèves de la promotion 2004 ont finalisé leur parcours à fin juin 2007 13% des élèves de la promotion 2005 ont finalisé leur parcours à fin 2008 Cependant 97% des élèves ont démarré leur FAE	La FAE peut être effectuée à l'EHESP ou dans d'autres centres de formation. L'EHESP valide les projets de formation et informe annuellement les AAH de l'état d'accomplissement de leur FAE Plusieurs outils sont expérimentés depuis 2008 pour garantir l'effectivité du parcours de formation : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Courriers et relances adressés aux chefs d'établissement ➤ Positionnement à l'entrée en FAE ➤ Individualisation et contractualisation sur le parcours d'adaptation à l'emploi
	Ingénieurs hospitaliers	28 jours	2007 : 70 personnes 2008 : 95 personnes	85% des inscrits 2007 et 94% des inscrits 2008 finalisent leur parcours dans les délais	Toute la formation est réalisée par l'EHESP Les contenus pédagogiques sont en cours de révision pour l'année 2010, afin d'améliorer le taux de satisfaction des stagiaires. 2 sessions par an seront proposées aux stagiaires à partir de 2010 afin de diminuer le taux d'absentéisme.
	DS	Pas de dispositif de FAE statutaire prévu par les textes			

Indicateur	Filière	Dispositifs prévus par les textes	Promotions concernées	Niveau de réalisation	Commentaires
(SUITE) Pourcentage des personnes ayant effectivement réalisé l'intégralité de leur formation d'adaptation à l'emploi (fonction publique Etat)	IES	8 semaines en un an	2006-2007 : 14 personnes 2007-2008 : 13 personnes	100% en 2007 98% en 2008	Toute la formation est réalisée par l'EHESP L'effectivité du parcours est facilitée par le fait que la FAE est déroulée immédiatement à l'issue de la formation initiale.
	MISP	2 semaines en un an	2006-2007 : 17 personnes	70% des stagiaires ont suivi au moins un stage de formation à l'EHESP <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des courriers de relance auprès des stagiaires et des employeurs ➤ Une contractualisation et un suivi individualisé du parcours de FAE 	
	PHISP	6 semaines en 2 ans	2004-2005 : 10 personnes	90% des stagiaires ont suivi au moins 2 semaines de formation par an à l'EHESP <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des courriers de relance auprès des stagiaires et des employeurs ➤ Un suivi personnalisé des stages suivis par les élèves dans la période de FAE ➤ Une offre de formation spécialisée et actualisée tous les ans à destination des PHISP 	
	IASS Concours	6 mois en 4 ans	2002-2003 : 118 personnes	87% des stagiaires ont finalisé leur parcours à fin 2008	La FAE est effectuée via l'inscription aux sessions de formation continue du catalogue EHESP. L'effectivité du parcours de formation est améliorée grâce à : L'individualisation des parcours et le suivi individualisé des stagiaires en FAE La portée statutaire de la FAE, nécessaire pour le principalat
	IPASS Examen professionnel/ liste d'aptitude	10 semaines dans l'année de la prise de fonction	2007 : 57 personnes 2006 : 36 personnes	100% des stagiaires finalisent leur parcours dans les délais	La FAE est réalisée intégralement à l'EHESP, via des sessions dédiées et des inscriptions aux sessions de formation continue de l'EHESP.
	MEN	Pas de dispositif de FAE statutaire prévu par les textes			

Indicateur	Catégories de stagiaires	Nb de jours stagiaire 2007	%	Nb de jours stagiaires 2008	%	Evolutions 2007-2008
Evolution de la participation des différentes catégories de professionnels (cadres des Ministères de la santé, des affaires sociales) aux sessions de formation continue	Total	15 777	100%	15 008	100%	-5%
	Etat	5 828	37%	5 784 (cible à atteindre 7000 journées stagiaires Etat/an)	39%	-1%
	Hôpital	6 681	42%	5 367	36%	-20%
	Médico-social	1 334	8%	1 953	13%	+46%
	Collectivités territoriales	609	4%	467	3%	-23%
	Assurance maladie	369	2%	416	3%	+13%
	Secteur privé	110	1%	91	1%	-17%
	Autres	846	5%	929	6%	+10%

Obligation de l'EHESP et moyens à mettre en œuvre

Rappel des moyens à mettre en œuvre		réalisé	Partiellement réalisé	Non réalisé	commentaires
1 l'inscription et le suivi des élèves, l'élaboration des plannings de cours et la scolarité		OUI			L'inscription des élèves, le suivi, l'élaboration des plannings de cours, sont assurés par les responsables de formation. En 2008 début de la mise en place d'un service de scolarité dans une logique, à terme, de guichet unique.
2. la veille professionnelle et la définition, en lien avec les employeurs et représentants professionnels, de référentiels de compétences, adossés à des référentiels « métiers » définis par les employeurs	Veille professionnelle	OUI			Activité déployée par les responsables de formation ayant des fonctions de référents métiers à l'école (en 2008 des sous commissions ont été mises en place au sein du Conseil des Formation. De façon générale, participation aux salons et aux colloques professionnels : exemple la FHF)
	Définition de référentiels de compétences	MEN – DS – DH – MISP -	AAH, IASS PHISP, D3S	IES, TS	Les référentiels de compétences AAH, IASS, PHISP et D3S sont en cours d'élaboration.
	Définition des référentiels métiers par les employeurs			Non réalisé	A défaut de référentiels « métiers » l'école prend appui sur les dispositifs réglementaires qui définissent les missions et les activités des publics à former.
3. la refonte des dispositifs de formation (objectif, contenus et déroulement), qu'exigeront les réformes, notamment la RGPP		OUI			Les dispositifs de formation sont revisités chaque année et il est tenu compte dans les différents modules de formation (exemple, séminaire de rentrée d'octobre des filières Etat) de l'évolution des politiques publiques et de leurs modalités de mise en œuvre
4. l'ingénierie de formation comportant la définition et l'adaptation des objectifs d'acquisition de compétences et corrélativement des référentiels de formation.		OUI			Décliné dans le projet de formation
5. l'organisation générale, la programmation et le suivi de l'ensemble des séquences de formation (enseignements/stages) cette organisation incluant les séquences de formation interprofessionnelles		OUI			La direction des études met en œuvre l'organisation générale des formations et régule les activités de formations interprofessionnelles. A terme la structure devra se doter d'un outil visant à faciliter cette activité. Un service des stages, support aux activités développées par les référents métiers, doit être mis en place à partir de 2009 à l'école.
6. le suivi pédagogique individuel des élèves et des parcours de formation à l'aide de référentiels de positionnement	Suivi avec référentiel de positionnement	MEN, DS, DH, IES, MISP			
	Suivi sans référentiel de positionnement	IES, IASS, D3S, AAH			
7. gestion du dispositif de validation des connaissances et des compétences donnant lieu à l'élaboration de référentiels de validation	Gestion du dispositif de validation des compétences et des connaissances	OUI			Il n'existe pas vraiment de référentiel de validation. Cependant on trouve dans les référentiels de formation des informations qui explicitent pourquoi la validation d'une compétence particulière et/ou d'une connaissance sera préférentiellement appréhendée via un exercice type étude de cas, production d'un rapport, dissertation, QCM, etc....
	élaboration de référentiels de validation		OUI		

8. le développement de processus d'accompagnement de l'adaptation à l'emploi, l'orientation vers les dispositifs de VAE, VAP, VES	Développement de processus d'accompagnement à l'emploi	DH, D3S, AAH, IES, MISP, PHISP, IASS			Des dispositifs d'accompagnement à l'adaptation à l'emploi sont mis en place intégralement par l'EHESP et/ou en lien avec d'autres centres de formation (cf. supra indicateur : pourcentage des personnes ayant effectivement réalisé l'intégralité de leur FAE)
	orientation vers dispositifs VAE VAP VES				L'école ne propose pas d'orientation vers les dispositifs VAE, VAP, VES à ses stagiaires en formation statutaires. Cependant l'école a mis en place un service de la validation des acquis (diplôme CAFDES) qui à terme pourra servir de support pour développer cette activité.
9 Le développement de nouveaux axes et cursus de formation continue, définition de parcours d'adaptation à l'emploi, de parcours qualifiants ou diplômants		OUI			Depuis 2007, l'EHESP élargit son offre de formation continue à travers notamment la création de parcours certifiants (16 parcours existants en 2009 dont 3 nouveautés diriger un EHPAD dans le respect des droits des usagers, analyse et maîtrise des situations environnementales à risques microbiologiques, enfance jeunesse), le lancement de nouveaux programmes et parcours (gestion de crise, actualités autour des politiques sociales et de santé), proposition de parcours FAE correspondant aux impératifs des stagiaires (cadre A détachés, IASS...)
10 Le développement de nouveaux produits (bilans de compétences, valises pédagogiques, manuels techniques etc...)à proposer in situ ou à distance (Formation Ouverte et à Distance – FOAD)		OUI			Monté en charge des activités de formation développées à partir de la plate forme REAL (exemple d'Audioster outil d'auto formation à l'apprentissage de la langue anglaise en FOAD, création de forums de discussion pour les préparations aux concours AAH, dématérialisation de produit, bases de stages etc....). °
11 l'accroissement de la part des sessions de formation continue ayant pour thème l'accompagnement des réformes (Etat, hospitalière...)		OUI			Les sessions de formation continue ayant pour thème l'accompagnement des réformes représente : - 40% de l'offre pour les sessions développées par l'Institut de Management. Elles portent sur l'actualisation des savoir-faire en matière de management et de pilotage des acteurs de santé publique : formation des directeurs, actualisation des programmes de management, de spécialisation en finances, ressources humaines, marchés publics... ; - le département SHSC a augmenté son offre de 20% à travers notamment la création d'un certificat à destination des directeurs d'EHPAD et l'élargissement de l'offre sur la thématique handicap.

1.2 Enseignement supérieur en matière de santé publique

Indicateurs	Résultats	commentaires
Nombre de départements créés	(Voir départements)	
Nombre de diplômes habilités et ou co-habilités par l'enseignement supérieur	Diplôme habilité 1 : - MPH - IGS Diplômes co-habilités : 4 - Droit santé éthique (Université de Rennes 1) - Pilotage des politiques et actions en santé publique (Université de Rennes 1) - Education à la santé des enfants, adolescents et jeunes adultes (Universités de Clermont 1 et Clermont 2) - Evaluation en santé publique (Université de Clermont 1)	La cible à atteindre est de 10 habilitations ou co-habilitations à la fin du quadriennal.. Une demande de co-habilitation est à l'étude concernant le master « évaluation et gestion des risques liés à l'environnement » avec les universités de Paris V, Paris XI l'EHESP délivre par ailleurs le CAFDES, le diplôme de santé publique et le EH MBA
Attractivité des diplômes habilités (nombre d'inscrits/nombre de candidats)	Concernant le MPH : 31 inscrits/75 candidats Concernant les IGS 21 inscrits/48 candidats	Rappel de la cible en 2008 un rapport de 1/2
Proportion de candidatures étrangères (à savoir les inscrits à la formation)	Concernant le MPH : 14 personnes sur 31 sont d'origine étrangère Concernant les IGS Aucune	Rappel de la cible 50% d'admis d'origine étrangère pour le MPH. Nous sommes à 45% en 2008
Taux d'emploi à 1 an (hors poursuite d'étude)	Concernant le MPH Sans objet pour l'année 2008 Concernant les IGS 96% (rappel de la cible à atteindre 90%)	Concernant le MPH, il n'est pas possible de renseigner cet item en 2008. Les étudiants n'ont pas effectué un cycle complet
Habilitation de la commission des titres d'ingénieur	OUI jusqu'en 2011	

Obligations de l'école et moyens à mettre en œuvre

Rappel des moyens à mettre en œuvre	Résultats	commentaires
Ouvrir l'ensemble des diplômes prévus et en assurer la promotion	OUI	
Assurer la mise en place pédagogique et opérationnelle des diplômes	OUI	
Assurer le suivi des diplômés et particulièrement leur insertion professionnelle	OUI pour les IGS, le CAFDES et le diplôme de santé publique	Il n'est pas possible de renseigner cet item en 2008 pour le MPH. le EH MBA et les diplômes co-habilités, les étudiants n'ont pas effectué un cycle complet
Aménager de nouveaux espaces de bureaux et des espaces pédagogiques pour accueillir ces départements (programme pluriannuel d'investissement)	(Cf. SG)	
Ouvrir les locaux d'enseignement du MPH sur Paris	42 m2 de bureaux aménagés au sein de l'Hôtel-Dieu Le MPH se déroule sur Paris, dans un centre d'affaires où l'EHESP loue des salles à l'année en attendant de pouvoir installer le programme sur l'Hôtel Dieu	
Suivre les préconisations de la commission des titres d'ingénieurs (CTI) pour obtenir une nouvelle habilitation en 2011	Les travaux sont engagés	Réfléchir à une ouverture sur le privé : Poursuite de l'augmentation des mémoires faits dans le secteur privé Poursuite de l'augmentation des débouchés dans le privé Mise en place d'un site anciens élèves visant à rapprocher les anciens élèves et l'école Préparation d'une réunion du comité d'organisation de la formation d'ingénieur rassemblant les employeurs du secteur privé et public. Poursuivre la mise en place du système ECTS Le référentiel de compétences a été terminé. La formation a été réorganisée en conséquence, et les unités d'enseignement, liées aux compétences, ont été affectées

		d'ECTS. Un référentiel de validation a été engagé et un projet de supplément au diplôme a été rédigé. Rester vigilant sur le recrutement : Fin 2008, un investissement sur la communication a été engagé : brochures et affiches renouvelées (nouveau contenu, nouveau graphisme), de nouvelles pages site Web ont aussi été rédigées, avec la recherche d'amélioration du référencement internet. Il a été projeté d'augmenter les présentations de la formation dans les écoles d'ingénieurs fin 2008 et début 2009. Les résultats seront examinés pour le recrutement de la promotion 2009-2010.
Paiement d'heures de vacation	Enseignants permanents : : 6 537 heures d'enseignement produites en 2007 Vacataires : 22 522 Heures d'enseignement produites en 2007	Voir si possible de faire apparaître le paiement d'heures de vacation pour la partie formation diplômante seulement
Garantir l'équilibre budgétaire des diplômes d'établissement développés	Si on ne prend en compte que les diplômes d'établissement (EH MBA, diplôme de santé publique et les certificats) OUI	Par exemple, un budget prévisionnel est établi pour chaque certificat : le certificat PMSI est à l'équilibre car 20 participants y sont inscrits. Autre exemple le certificat promotion éducation pour la santé repose sur des budgets subvention du Ministère.

Habilitation de l'EHESP à délivrer le titre d'ingénieur diplômé de l'Ecole des hautes études en santé publique

La Direction générale de l'enseignement supérieur a notifié, le 28 avril 2008, l'habilitation de l'EHESP à délivrer le titre d'ingénieur diplômé de l'Ecole des hautes études en santé publique, spécialité génie sanitaire. Ce renouvellement est prononcé pour une durée de 3 ans, à partir de la rentrée 2008, durée maximale de renouvellement d'habilitation pour les écoles de spécialisation du type de l'EHESP. Si la CTI a noté également la qualité de la formation, elle a aussi accompagné ce renouvellement de recommandations.

Les enquêtes post formation auprès des anciens élèves et leurs employeurs (du secteur publics et privé) montrent une grande satisfaction pour cette formation. Les taux d'emploi en sortie de formation augmentent et ont atteint 100% à 6 mois pour la promotion diplômée en septembre 2007.

Ouverture du site anciens élèves de la formation d'ingénieurs

Ce site a été ouvert en 2008. Il vise à mieux assurer le suivi des anciens élèves, faciliter les liens entre eux et avec l'école, promouvoir la formation, faciliter la recherche de terrains de stage, mieux faire connaître les offres d'emplois.

Mise au format européen de la formation d'ingénieur

Le référentiel de compétences de l'ingénieur de l'Ehesp a été finalisé. Les traits identitaires de la formation ont été dégagés. Le référentiel a permis de reconstruire le projet de formation, avec des unités d'enseignements (UE) regroupant de façon plus cohérente les enseignements dispensés jusqu'ici et organisés pour répondre aux compétences spécifiques.

Le travail de validation des UE et des compétences visées par le diplôme a été engagé, ainsi que celui sur le supplément de diplôme.

Cet investissement apporte réponse à l'une des recommandations de la Commission des titres d'ingénieurs de mise au format européen de la formation.

1.3 Formation continue (autres publics)

Indicateur	Recettes (K€)	2007 réel	2008 prév	2008 réel	Objectif	Commentaires
Chiffre d'affaires	Inter	1 615	1 350	1 600	Augmenter le chiffre d'affaires de 0,9 M€ à échéance du COM	L'absence de responsable Formation continue de novembre 2007 à juin 2008 a amené l'équipe à arrêter les formations « intra-établissements », ce qui explique la diminution du chiffre d'affaires sur 2008. Les chiffres présentés ici n'intègrent pas les inscriptions formation continue MPH et MBA pour l'année 2008-2009 : celles-ci seront imputées à l'exercice 2009.
	Intra/Divers	352	350	146		
	Total FC	1 992	1 700	1 746		
	EAD	447	350	470		
	TOTAL recettes FTLV	2 440	2 050	2 216		

Indicateur	Taux de réponse global 2008	Taux de satisfaction global 2008	Objectif	Commentaires
Taux de satisfaction des participants aux sessions de formation continue	76%	90%	80% de participants FC satisfaits	Nous devons travailler pour optimiser le taux de répondants (relance des non-répondants, motivation des enseignants) et maintenir ce taux global en corrigeant les décrochages qualité.

Indicateur	Nombre de sessions de jury et de candidats 2008	Nombre de sessions de jury et de candidats 2009	Objectif	Commentaires
Nombre de candidats présentés à l'entretien avec le jury VAE	1 ^o jury en décembre 2008 90 livrets 2 présentés	3 jurys prévus en 2009 50 dossiers prévus pour la 1 ^o session (fév 2009)	350 candidats par an présentés en jury	1 100 livrets 1 ont été étudiés par le service VAE CAFDES depuis 2007, 3 sessions de jury sont également prévues en 2010.

Rappel des moyens à mettre en oeuvre	réalisé	Partiellement réalisé	Non réalisé	commentaires
1 Faire connaître l'offre de formation continue de l'EHESP afin de toucher un large public		X		Développement de partenariats avec les acteurs de la formation pour ces autres publics (CNFPT, sessions du Réseau des Ecoles de Service Public...) Utilisation de bases de données sur ces secteurs pour l'envoi des plaquettes (fichier FINISS, Bottin des Communes) Création en 2009 de 3 catalogues de formation continue (Etablissements de santé, Etablissements sociaux-médico-sociaux, Services de l'Etat et collectivités) afin de toucher les établissements du secteur associatif et privé pour les public « établissements » et les collectivités.
2 Développement de nouveaux axes et cursus de formation continue		X		Depuis 2007, l'EHESP élargit son offre de formation continue à travers notamment la création de parcours certifiants (16 parcours existants en 2009 dont 3 nouveautés), le lancement de nouveaux programmes et parcours (gestion de crise, actualités autour des politiques sociales et de santé), proposition de parcours FAE correspondant aux impératifs des stagiaires (cadre A détachés, IASS...)
	Définition de parcours d'adaptation à l'emploi visant de nouveaux publics (IDESP)	X		Ouverture des sessions de formation continue aux IDESP, communication autour d'une sélection de sessions auprès de ce public en décembre 2008 Communication renforcée auprès des attachés sur la formation continue EHESP
	Définition de parcours qualifiants ou diplômants dans le champ de la santé publique	X		Lancement du MPH et de l'executive Health MBA ouverts à la formation continue en septembre 2008 Lancement de trois nouveaux parcours certifiants pour 2009, en plus des 13 existants Travail en cours sur la transformation du certificat PMSI et du certificat Promotion-éducation pour la santé en diplôme d'établissement
3. Actualisation de l'offre existante		X		Actualisation des contenus de formation suivant les réformes en cours (marchés publics). La formation Ingénieur est en cours de révision pour la promotion 2010

4. Développement de séminaires de spécialisation visant à développer en inter-professionnalité des compétences méthodologiques, techniques ou managériales dans le champ de la santé publique	X			Travail effectué dans le cadre du catalogue de formations du RESP Partenariats avec l'INERIS, le BRGM, l'INVS, le CNFPT, le CEES...
5. Développement de nouveaux produits à proposer in situ ou à distance			X	Révision en cours des dispositifs de préparation aux concours à distance et en présentiel Réponses aux demandes spécifiques par des prestations d'expertise (ADH, kits multiplus) mais de démarche systématique mise en œuvre dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Création d'un poste dédié aux réponses aux demandes « spécifiques » de formation
6. Accroissement de la part des sessions de formation continue ayant pour thème l'accompagnement des réformes	X			Les sessions de formation continue ayant pour thème l'accompagnement des réformes représente : - 40% de l'offre pour les sessions développées par l'Institut de Management. Elles portent sur l'actualisation des savoir-faire en matière de management et de pilotage des acteurs de santé publique : formation des directeurs, actualisation des programmes de management, de spécialisation en finances, ressources humaines, marchés publics... ; - le département SHSC a augmenté son offre de 20% à travers notamment la création d'un certificat à destination des directeurs d'EHPAD et l'élargissement de l'offre sur la thématique handicap.
7. Développement de dispositifs de validation des acquis		X		Lancement des jurys VAE CAFDES en 2008 Création d'une entité Validation des Acquis au sein de la Direction des études prévue pour septembre 2009

Infirmiers de santé publique : une formation à la prise de poste en DDASS ou DRASS

A la demande de la DGS un cursus d'adaptation à l'emploi a été organisé et ouvert au 1^{er} octobre à dix infirmiers de santé publique (IDESP) prenant nouvellement un poste dans les services déconcentrés du ministère. L'École a bénéficié de la collaboration l'Association des infirmiers de santé publique pour le montage de cette formation. Elle se déroule pendant onze semaines réparties entre octobre et juin. Elle comprend des temps d'enseignements à l'École, souvent conjoints avec les MISP, qui permettent de développer les compétences nécessaires à l'exercice des missions principales des IDESP : veille et gestion des urgences sanitaires, mise en œuvre et suivi des programmes de santé publique et des programmes dans le champ de l'offre de soins. Des temps sont dédiés à l'approche du métier et de son environnement : ateliers, enseignements, deux semaines de stage.

2. Développer et promouvoir la recherche et l'expertise en santé publique

2.1 Expertise et recherche au sein des Départements

Département santé environnement travail

Les objectifs du Département Santé, Environnement, Travail (DSET) sont les suivants :

- assurer une formation de haut niveau répondant aux besoins des cadres et opérateurs du système de sécurité sanitaire environnementale aux plans national et international ;
- développer une recherche compétitive au plan international sur les dangers et les risques liés aux milieux de vie et du travail et sur leur prévention, en intégrant les différents champs disciplinaires pertinents (métrologie environnementale, expologie, épidémiologie, toxicologie, évaluation du risque et recherche opérationnelle en génie sanitaire de l'environnement sur la maîtrise des risques) ;
- concourir, par l'expertise, à l'éclairage des politiques publiques sur les risques liés à l'environnement général et au travail.

Le DSET comptait en 2008 15 enseignants, chercheurs, une technicienne sanitaire et trois assistantes. Il rassemblait alors les compétences suivantes : chimie et microbiologie environnementale ; génie sanitaire de l'environnement ; sciences physiques ; toxicologie ; épidémiologie ; évaluation du risque ; biostatistique, plusieurs enseignants-chercheurs étant particulièrement versés dans les problématiques trans-disciplinaires de gestion des risques liés à l'environnement. L'année 2008 a marqué une transition vers la plus grande intégration des activités de recherche du LERES au sein du DSET, le laboratoire conservant sa personnalité et ses domaines propres.

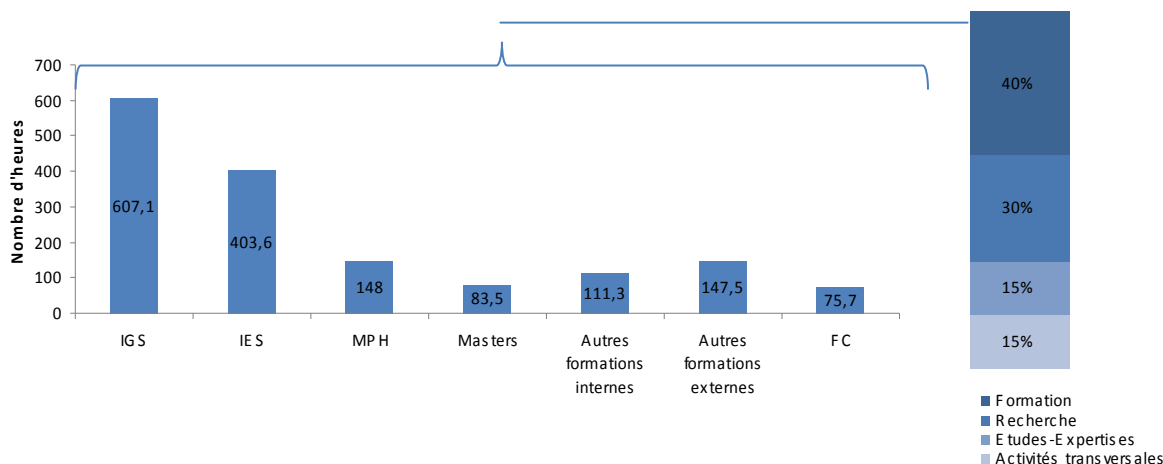
1. La formation

Les enseignants-chercheurs du DSET animent ou sont associés à un grand nombre de formations initiales (diplômantes et statutaires) ou continues propres à l'EHESP ou dans le cadre de collaborations pédagogiques :

- Les formations délivrées par l'école.
 - Assurées par le DSET : Diplôme d'ingénieur de spécialité en génie sanitaire (ré-habilitée par la Commission des Titres d'Ingénieurs en 2008).
 - Coordonnées par la Direction des Etudes ou d'autres départements : Master international de santé publique (MPH) ; presque toutes les formations statutaires délivrées par l'EHESP (particulièrement pour les IGS et IES) ; la formation continue (8 sessions animées par les enseignants-chercheurs du DSET).
- Collaborations à des formations pilotées par ou en partenariat avec d'autres institutions :
 - Master Evaluation et gestion des risques liés à l'environnement (avec les Universités Paris 5 et 11) ; Un dossier de cohabilitation d'un Master « Santé publique et risques environnementaux » a été soumis en partenariat avec les Universités de Paris 5 (porteuse du projet), Paris 11, et Nancy 1, rassemblant deux Masters auxquels l'EHESP étaient associées, l'un à orientation recherche, avec Paris 5 et Nancy 1 (Denis Zmirou), et l'autre à orientation professionnelle avec Paris 5 et Paris 11 (Jean-Luc Potelon) ;
 - avec l'InVS, les formations PROFET (formation de 2 ans en alternance visant à former par la pratique des professionnels de santé à l'investigation, la surveillance épidémiologique et à l'évaluation des risques sanitaires ; Rémi Demillac) et IDEA (formation de 3 semaines à l'épidémiologie d'intervention ; Rémi Demillac) ;
 - Méthodes et techniques d'évaluation des risques chroniques en partenariat, avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Philippe Glorennec) ;
 - Evaluation des risques sanitaires dans les études d'impact des installations classées en partenariat, avec l'INERIS (Philippe Glorennec).
 - Elaboration d'un module de formation à distance « Multi-expositions au bruit dans la population française » pour l'Université Virtuelle Environnement et Développement Durable (UVED) en collaboration avec le CNAM IHIE Ouest d'Angers (Christophe Goeury),

Le graphique résume cette implication du DSET dans l'activité d'enseignement supérieur et de formation professionnelle et indique l'objectif de répartition moyenne de l'activité des enseignants-chercheurs entre les différentes activités du département. Ne sont comptées que les heures enseignées en face à face par les enseignants du DSET, à l'exclusion

des activités d'ingénierie pédagogique, de suivi des étudiants et d'évaluation, de même que les heures des intervenants extérieurs.



2. La recherche

La production scientifique du DSET en 2008 est la suivante (les projets et publications propres au LERES ne sont pas dans cette liste) :

- Projets de recherche en cours en achevés en 2008 : **SEQAP** (Sociologique Epidémiologique Qualité de l'Air Perception" - projet coordonné par Claire Segala, Sépia-Santé, et S Deguen ; partenaire Mounir Mesbah LSTA – Université Pierre et Marie Curie – financement Primequel-Predit – rapport final validé par l'ADEME) ; programme ANR « cyanotox » piloté par le MNHN (Michèle Legeas co-responsable de l'objectif « approche des risques sanitaires).
- Projets de recherche soumis pour demande de financement au cours de l'année : **Equit'Area** (Socio-spatial aggregation of exposure to health impacting environmental nuisances – A pilot study in four urban areas" – projet coordonné par S Deguen en partenariat avec Airparif, Atmo-NpdC, Atmo-PACA, Atmo-Rhone-Alpes, IFEN, Marc Serre - Université de Caroline du Nord à Chapel Hill - CépiDc, CSTB - soumis fin 2008 au programme ANR Jeunes Chercheurs) ; **AsTHM'CHILD** (Evaluation du risque d'affections respiratoires chroniques de l'enfant en relation avec l'exposition aux dérivés chlorés de l'eau de boisson dans l'air intérieur ; projet coordonné par D Zmirou-Navier en partenariat avec l'U625 de l'INSERM et l'Université de Rennes 1 – EA SERAIC – soumis fin 2008 au programme blanc de l'ANR) ; **PAIRSARC+** (Pollution Atmosphérique, Inégalités Sociales, Asthme et Risque Cardiaque : influence du contexte de vie - projet coordonné par Denis Bard en partenariat avec: Laboratoire Image et Ville, Small Area Health Statistical Unit, Epidemiologie système d'information modélisation, SEPIA santé, Laboratoire d'épidémiologie et de santé publique ; financement obtenu de l'AFSSET et l'ANR) ; **Plomb-habitat** (projet coordonné par Barbara Le Bot et Philippe Glorennec, en partenariat avec CSTB, InVS, Hôpitaux de Paris - Laboratoire de Toxicologie Lariboisière-, Institut Supérieur d'Agronomie de Lille ; financement obtenu de AFSSET, Direction Générale de la Santé, Direction de l'Habitat, Urbanisme et Paysages) ; **Expo-métaux** (projet coordonné par Barbara Le Bot et Philippe Glorennec, en partenariat avec CSTB, ISA; financement obtenu de la Direction Générale de la Santé et du ministère de l'Ecologie, en cours) ; **Contaminants Organiques des Poussières** (projet coordonné par Barbara Le Bot et Philippe Glorennec, en partenariat avec CSTB et INERIS ; financement AFSSET).
- Thèse soutenue en 2008 : **Sabrina Havard** (18/12/2008 – « Contribution de la pollution atmosphérique aux inégalités socio-spatiales de santé – Analyse écologique du risque d'infarctus du myocarde sur l'agglomération de Strasbourg » - Ecole doctorale « Vie Agro Santé » - Directeurs de thèse : Denis Bard et Séverine Deguen).
- Publications de l'année 2008
 - 12 publications dans des revues scientifiques à comité de lecture (IF>1)
 - 6 publications dans des revues professionnelles (et scientifiques à IF<1)
 - Participation à deux ouvrages collectifs (Séverine Deguen et Philippe Glorennec)
 - 16 communication dans des congrès internationaux / nationaux (préciser Poster ou communication orale).

Le nombre de doctorants en 2008 (hors domaines du LERES) était de 3, et une stagiaire de Master (Paris5-Nancy1). Les enseignants du département apportent leur contribution en tant qu'évaluateurs de projets soumis dans le cadre de programmes de recherche au plan national (ANR, AFSSET, IRESP...) ou Européen (PCRD).

L'année 2008 a été pour une part importante consacrée à la préparation du projet de création d'un Institut de Recherche en Santé, Environnement, Travail (IRSET), en partenariat avec deux composantes importantes du site Rennais : l'Unité INSERM 625 de Bernard Jégou GERHM : Groupe d'étude de la reproduction chez l'homme et les mammifères) et l'Equipe d'Accueil SERAIC (Signalisation et Réponses aux Agents Infectieux et Chimiques) de Dominique Lagadic, Université de Rennes 1. La vocation de l'IRSET, qui constituera l'un des plus grands pôles de compétences dans le champ de la santé et de l'environnement en France (de l'ordre de 150 agents dont la moitié de chercheurs, enseignants-chercheurs et praticiens hospitaliers), à dimension internationale, est d'articuler recherche, enseignement supérieur, formation continue, communication vis-à-vis du grand public, expertise et valorisation économique.

Un séminaire mensuel de recherche est organisé, où des doctorants ou enseignants-chercheurs du Département présentent leurs projets en vue de la soumission à des appels à projets de recherche, ou bien l'état d'avancement de leurs travaux, bénéficiant ainsi du regard critique des collègues. Des invités extérieurs sont également sollicités.

3. Etudes / Expertise

Le DSET assure une veille stratégique et scientifique (Eve Gallacier) permettant un suivi de l'actualité sanitaire relative au champ santé environnement et santé travail (objectif d'extension en 2008 et 2009), le repérage en continu de documents publics nationaux et internationaux relatant des travaux de recherche, d'expertise mais aussi des rapports d'études, de missions, d'ouvrages, d'actes de congrès, thèses, cours en ligne. Cette activité s'est traduite en 2008 par l'édition de 17 bulletins envoyés aux 350 abonnés et dorénavant accessibles sur le site Internet de l'EHESP.

- Comités d'experts nationaux ou internationaux auxquels participent les EC du DSET : Haut Conseil de la Santé Publique (présidence de la Commission spécialisée des risques liés à l'environnement et membres de groupes de travail), Agences nationales de sécurité sanitaire (AFSSET, AFSSA, InVS) en tant que membres de Conseils scientifiques, de Comités d'experts spécialisés et de groupes de travail ; ADEME ; Comité de la précaution et de la prévention du MEEDDAT ; INSERM (expertise collective Cancer et environnement) ; Comités Opérationnels préparatoires au PNSE2 ; technical working group européens (European Environment and Health Strategy ; Panel on contaminants in the food chain » de l'Autorité européenne de Sécurité des Aliments) ; workshop OMS-UNICEF.

- Comités d'experts locaux ou régionaux : conférence régionale de santé, Coderst d'Ille et Vilaine

- Etudes conduites pour des partenaires publics et privés : Agence de l'eau (comité de suivi pour l'élaboration d'un cahier des charges pour la réalisation des profils de baignade sur le littoral Loire-Bretagne). Rapport d'expertise : Guide à l'usage des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique et des services de l'état en charge de la santé, pour le, Ministère de la santé (Jean Carré).

4. Le DSET

Un Conseil de direction du Département a été mis en place (O Thomas, JL Potelon et D Zmirou-Navier), qui se réunit de manière hebdomadaire. Les réunions de l'ensemble des personnels du département sont mensuelles.

Plusieurs enseignants du DSET sont membres d'instances représentatives de l'EHESP (Conseil d'Administration, Conseil scientifique, Conseil des Formations, Comité de Développement Durable).

L'Institut du management

L'institut du Management a été créé le 22 septembre 2008, avec l'arrivée de Chantal de Singly comme directrice. Le dernier trimestre 2008 a permis de préparer avec l'équipe de l'ancien département MATISS le projet de l'Institut, projet qui a été présenté le 17 novembre 2008 à l'ensemble des enseignants de l'EHESP appelés à se prononcer sur leur choix d'affectation.

Au 1^{er} janvier 2009, l'Institut du Management s'inscrit dans la nouvelle configuration de l'EHESP en 6 départements et 4 centres interdisciplinaires de recherche. Sa mission porte sur le développement des connaissances et des compétences dans la gestion des établissements et des politiques de santé publique (santé, social et médico-social). A ce titre, il propose des actions (formation, recherche, conseil et expertise, publication d'ouvrages et de systèmes d'aide à la décision, et animation de réseaux) qui visent à innover, transmettre, accompagner et questionner les professionnels et les organisations du système de santé. Fortement impliqué dans les formations initiales et continues, il ambitionne de donner encore plus de places aux méthodes pédagogiques innovantes tournées vers l'implication des étudiants. L'Institut du management souhaite accompagner la mise en place des nouvelles organisations prévues par la loi HPST (ARS, CHT, gouvernance notamment). En lien avec la Direction des Etudes, il étudie la création d'un ou de diplômes dans le management de la santé. Il est présent dans les actions internationales non seulement avec le EHMBA mais aussi dans les projets de développement de l'EHESP au Mali et au Laos. En matière de recherche, l'Institut du management a fait du sujet de la performance du système de santé son sujet central, mais non exclusif (ainsi, seront étudiés la dynamique concurrentielle et la recomposition de l'offre dans les territoires de santé, le management des situations exceptionnelles, la coordination des acteurs). Enfin l'Institut du Management a établi des contacts avec plusieurs partenaires potentiels en France et à l'étranger.

2008, le département Politiss devient ShS cS

Créé en 1996 par la fusion de deux unités de formation, le département Politiques et Institutions Sanitaires et Sociales (POLITISS) a été transformé au cours du second semestre 2008 en un nouveau département Sciences Humaines et Sociales et des Comportements de Santé (ShS cS).

Le changement de dénomination n'est pas de pure forme, il traduit une évolution dans l'offre de formation et dans la composition du corps enseignant attaché à ce département. Jusqu'alors centré sur l'enseignement des politiques sociales et de santé ainsi que de leurs outils de régulation (planification, inspection, contrôle, évaluation), le département va élargir ses enseignements aux contextes économiques et sociaux d'apparition et de mise en œuvre de ces politiques et à l'analyse plus fine des usagers, actuels et potentiels, des dispositifs sociaux et de santé.

Deux masters sont portés directement par ce nouveau département, le premier en co habilitation avec l'Université de Rennes I et l'Institut d'Etudes politiques de Rennes intitulé « Pilotage des politiques et des actions en santé publique », le second avec l'Université de Clermont-Ferrand intitulé « Education et promotion de la santé en milieu scolaire ». Une réflexion est engagée pour la création d'autres masters sur les populations vulnérables au cours des deux prochaines années.

Le département devenant un département d'enseignement et de recherche, les chercheurs du Laboratoire d'analyse des politiques sociales et sanitaires ont rejoint ShS cS et deux enseignants de l'enseignement supérieur, un maître de conférence de sociologie et un professeur de droit privé, ont été affectés au nouveau département. L'apport de ces compétences nouvelles et une collaboration avec l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé devraient permettre de créer trois chaires en 2009.

Par ailleurs, les efforts d'accompagnement de la formation des enseignants engagés depuis plusieurs années trouvent leur aboutissement. En 2008 deux thèses ont été soutenues en sociologie et en économie, ainsi qu'une habilitation à diriger des recherches en économie.

L'accent mis sur les changements ne doit pas conduire à oublier que durant toute l'année 2008, les enseignants du département Politiss ont été très actifs en matière de publications dans des domaines comme l'aide sociale à l'enfance, les politiques sanitaires et sociales, l'évaluation, les politiques de la jeunesse, la promotion de la santé. De nouvelles formations ont été offertes sur des thèmes comme la dépendance et la prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, la réforme des tutelles, les politiques de la jeunesse, l'accompagnement des évolutions de la législation sur la réorganisation des administrations sanitaires et sociales de l'Etat. Des programmes de recherches financés nationalement ou dans le cadre des programmes européens ont été engagés, par exemple sur les politiques de jeunesse ou sur les hospitalisations évitables et l'année 2008 a vu la fin du programme international de formation d'une

inspection sociale en Roumanie en lien avec l'Inspection générale des affaires sociales programme dans lequel le département a eu une participation très active.

Département de sciences infirmières et paramédicales

La mise en place du département de Sciences Infirmières (DSIP) a été votée par le Conseil d'Administration de l'EHESP le 25 février 2008 et par le Conseil Scientifique le 08 avril 2008. L'année 2008 a donc été celle de la création du département, de la rédaction des objectifs et de la mise en place des moyens. Le DSIP a une triple mission : la recherche, l'enseignement, le service.

1. La recherche

- Objectifs 2008

Il s'agissait d'initier et de participer à des travaux de recherche.

- créer un laboratoire de recherche infirmière (LaRi) qui aura vocation à labellisation adossé à l'Ecole Doctorale 393
- intégrer et poursuivre les travaux de l'ORIG en collaboration avec Charles Foix et l'Inserm UMR S-707
- ouvrir la chaire de Recherche Infirmière et envisager l'ouverture d'une ou deux autres chaires
- obtenir des financements et contrats de recherche
- rédiger des articles

- Indicateurs d'activités

- rédaction du projet de création du LaRi pour l'accord de l'Ecole Doctorale 393
- rédaction de demandes de subventions pour les projets 2009 (CNSA, PHRC, ANR...)
- rencontres et rédaction de dossiers pour les financeurs privés
- soumission de 10 articles

- Indicateurs de résultats

- publications (ou accord) de 4 articles
- obtention de financement de la chaire en Recherche Infirmière pour 2009
- obtention de financement pour l'ORIG pour 2008-2009 (voir ci-dessous)

Présentation en K€

	AP-HP	CNSA	CNAMTS	FCE	GMF	MEDA PHARMA	PALL MEDICAL	PFIZER	ROCHE	SANOR PASTEUR MSD	CIFRE	PHRC 2004	TOTAUX
LaRi 2009	120			100									120
ORIG 2008		30	50	50	6	10	10	2	10	1,5	17	20,4	256,9
ORIG 2009							5				17	20,4	92,4
													Totaux 469,3

- Indicateurs de moyens

Il s'agissait notamment de la préparation des moyens qui seront mis en place dès janvier 2009

- préparation pour le recrutement du Directeur du département

- préparation pour le recrutement de deux enseignants-chercheurs
- organisation pour le financement du secrétariat
- rédaction de l'organigramme

2. L'enseignement

- Objectifs 2008

Il s'agissait de mettre en place pour 2009 un cursus de 3^{ème} cycle ouvert aux infirmières et autres professions paramédicales. L'année 2008 a donc été une année de préparation.

1. Ouvrir un Master de "Sciences Infirmières et paramédicales" à au moins 50 étudiants par an et ouvrir progressivement des options de M 2
2. Créer des relations proches (types convention) avec les différentes écoles de cadres pour permettre aux étudiants de bénéficier d'un financement de leur établissement d'origine
3. Permettre à au moins un étudiant par an de s'inscrire (dès décembre 2008) en thèse de Santé Publique
4. Etre attentifs et présents pour monter des cursus de formation continue avec la filière DS

- Indicateurs d'activités

- contacts avec des universités pour mise en place d'un Master de Sciences Infirmières
- contacts avec les Ecoles Doctorales
- étude dossiers pour les candidats en thèse
- préparation du dossier avec l'Ecole Doctorale 393
- aide à la préparation du dossier du réseau doctoral de l'EHESP (Séminaire Recherche Infirmière)

- Indicateurs de résultats

- 4 candidats en thèse pour l'Ecole Doctorale 393
- 1 candidat en thèse pour le réseau doctoral de l'EHESP
- présentation d'un dossier de Master au ministère de l'enseignement supérieur avec l'université méditerranée

3. Service

- Objectifs

Il s'agissait d'être actif et visible sur le plan national et international

1. Participer activement à la mise en œuvre sur le plan national à l'"universitisation" des formations paramédicales, et à la mise en place des "nouveaux rôles propres" et "activités déléguées" ou "pratiques avancées" pour les infirmières
2. Etre actif sur le plan international en étant un des centres collaborant de l'OMS dans le domaine
3. Etre actif sur le plan international en étant membre de EANS (académie européenne des sciences infirmières) et hôte de cette académie d'ici 2012 et participer à des travaux du CII (congrès international infirmier)
4. Participer à l'accréditation de l'EHESP par le CEPH (Council on Education for Public Health)

- Indicateurs d'activités

- Nombreux rendez-vous avec le ministère de la santé et les représentants professionnels
- contacts préliminaires avec l'OMS
- contacts préliminaires avec le CII et l'EANS

- Indicateurs de résultats

- Deux communications acceptées par le CII de 2009 à Durban
- Trois communications acceptées par le SIDIEF à Marrakech

Le LERES

Le laboratoire d'études et de recherche en environnement et santé (LERES) a une triple mission :

- La gestion et le développement d'un laboratoire d'analyse reconnu, doté d'un plateau technique de haut niveau qui permet d'intervenir dans différents compartiments et milieux (eau, air, milieux solides, habitat, ...)
- La proposition et la réalisation de projets de recherche ;
- La participation aux programmes d'enseignement et de formation de personnel hautement qualifié (ce dernier point n'est pas développé dans ce rapport).

Le LERES, laboratoire accrédité par le COFRAC (programmes 100-1 et 100-2 et portée flexible), est également agréé par le ministère chargé de la santé, pour le contrôle sanitaire des eaux, et par le ministère chargé de l'environnement pour les eaux de surface et usées. Il a réalisé en 2008 plus de 200 000 déterminations analytiques. Son chiffre d'affaire 2008 (non connu précisément à ce jour) est de l'ordre de 2 millions d'euros ce qui, rapporté au nombre de personnes, le situe parmi les laboratoires les plus productifs. La gamme de prestations proposées couvre diverses matrices (eaux de consommation, eaux naturelles, eaux résiduaires, boues liquides ou solides, air, poussières, ...) pour un large spectre de paramètres physico-chimiques et microbiologiques. Les projets de recherche concernent principalement les eaux (de la ressource au robinet) avec pour 2008 une large ouverture vers les atmosphères intérieures.

Les principaux faits marquants du LERES en 2008 ont été les suivants :

- Une diminution des activités de production d'analyse hors convention au profit d'analyses dans le cadre de conventions pluriannuelles ;
- Un accroissement important de l'activité de recherche ;
- Un engagement fort dans la vie et le développement de l'école.

En termes d'organisation et de développement, le LERES s'est structuré en quatre unités assurant à la fois les fonctions de production analytique et de recherche et développement au sein de pôles dédiés : i) chimie, ii) micropolluants organiques et inorganiques, iii) microbiologie et iv) terrain. Cette dernière unité, créée en janvier 2008, constitue une originalité du LERES qui peut désormais réaliser plus facilement des interventions ou projets sur site. Par ailleurs, la fonction de « responsable clients » a évolué vers celle de « responsable technique et commercial ».

Au 31 décembre 2008, le LERES comprenait 46 personnes, dont 11 pour l'unité Chimie, 16 pour l'unité micropolluants, 5 pour l'unité microbiologie, et 7 pour l'unité terrain (le reste du personnel étant affecté à des tâches transversales). 45% de l'effectif est de niveau au moins ingénieur (avec 5 docteurs et 2 HDR). A noter que les 3 enseignants-chercheurs du LERES sont rattachés au DSET pour leurs activités d'enseignement.

Enfin, le LERES travaille en synergie avec le Département Santé-Environnement-Travail (DSET). Outre la participation aux enseignements et activités connexes, prises en compte dans le rapport d'activité du DSET, plusieurs projets de recherche communs sont réalisés avec des chercheurs du LERES et du DSET (voir partie recherche).

1- Analyses

Les faits marquants pour 2008 sont les suivants :

- Acquisition d'un GC-MS/MS, d'un détecteur spectromètre de masse (couplé à un système de chromatographie gazeuse existant), d'un thermodésorbiteur et d'un régénérateur de tubes de thermodésorption, d'un COT mètre, d'une RT-PCR, d'un système de production d'eau ultra pure et d'eau osmosée, d'un lave-vaisselle de laboratoire, de pompes de prélèvement, etc ... ;
- Attribution du marché du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs des eaux des départements de la Mayenne et de l'Ille et Vilaine. Attribution du marché de la ville de Rennes ;
- Reconstitution comme laboratoire d'astreinte pour la zone de défense Ouest dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions prioritaires de lutte contre les menaces terroristes ;
- Nombreuses rencontres en vue de partenariats potentiels, notamment avec des PME locales et régionales.

La part de l'activité « analyses » a représenté en 2008, environ 80% du chiffre d'affaire global, contre 98% en 2007.

2- Recherche

Les faits marquants pour 2008 sont les suivants :

- Recentrage des thématiques autour du développement métrologique, notamment en termes de mesure des expositions et de problématiques associées ;
- Accroissement du nombre de conventions de recherche et du montant global (la part de l'activité « recherche » a représenté en 2008, environ 30% du chiffre d'affaire global, contre 5% en 2007) ;
- Diversification des partenariats : administration, collectivités territoriales, universités, PME (en synergie avec l'activité « analyses »)
- Ouverture vers l'international (collaborations et obtention d'un projet européen)

La recherche menée au LERES est conduite dans le cadre de l'Ecole Doctorale Vie Agro Santé de Rennes I et d'Agrocampus. Elle est encadrée par 2 HDR¹ (Habilitation à Diriger la Recherche) et un enseignant-chercheur autorisé à diriger des recherches. Elle a mobilisé 3 enseignants chercheurs, 2 ingénieurs recherche, 5 doctorants, et 3 étudiants de Master recherche.

Les programmes de recherche réalisés en 2008 ou en cours sont les suivants :

- « THM dans l'habitat », programme « PRIMEQUAL, Pollution de proximité : entre traceurs et indicateurs » : Détermination de la contamination de l'air intérieur des habitats par les trihalométhanes, en vue d'une évaluation de l'exposition à ces substances par inhalation (coord. M. Clément LERES), financement Primequal - Predit 180 000 €, durée 2 ans du 03/09/2007 au 04/09/2009.
- « Plomb-habitat » Déterminants des plombémies de l'enfant liées à l'habitat (coord. E. Briand (CSTB) / Ph. Glorennec (EHESP-DSET)), avec CSTB, InVS, Hôpitaux de Paris (Laboratoire de Toxicologie Lariboisière), ISA (Institut Supérieur d'Agronomie, Lille). 200 000 € financé par l'AFSSET, Direction Générale de la Santé, Direction de l'Habitat, Urbanisme et Paysages, dont 135 000 € pour le LERES. Durée 3 ans, du 01/01/07 au 31/12/09. Resp. LERES B. Le Bot.
- « Expo-métaux » (coord. B. Le Bot LERES et Ph. Glorennec, DSET), avec CSTB, ISA (Institut Supérieur d'Agronomie, Lille), financé par Direction Générale de la Santé et ministère de l'Ecologie, 60 000 € pour le LERES, durée 3 ans du 01/01/07 au 31/12/09.
- « COP » Contaminants Organiques des Poussières (coord. B. Le Bot LERES et Ph. Glorennec, DSET), avec CSTB et INERIS, financement AFSSET 35 000 €, durée 1 an du 01/09/08 au 31/08/09.
- Environment change and rising DOC trends: implications for public health (CCWQ). Programme ERANET Environment and Health (7ème PCRDT) (coord. O. Thomas LERES), avec U. Bangor (UK), U. Utrecht (NL), CEH (UK), 1 M€ dont 350 K€ pour le LERES, projet accepté en 2008, démarrage au 01/04/09 (3 ans).
- Malette pré-diagnostic de la qualité des eaux, financé par la DRASS Bretagne, 80 000 € (coord. O. Thomas LERES), durée 9 mois, du 01/12/08 au 31/08/09.
- Contamination de l'environnement par les antibiotiques – programme Piren Seine (LERES partenaire du Laboratoire hydrologie et environnement - EPHE - UMR Sisyphe 7619 Université Pierre et Marie Curie). Resp. LERES B. Le Bot.
- Projet CIFEC, (coord. M. Clément LERES), 23 000 €, durée 1 an du 15/04/08 au 14/04/09.

En complément, trois stage de M2 recherche ont été réalisés en 2008, ainsi que cinq thèses en cours ou commencées :

- Sophie Mompelat (bourse EHESP), 2^{ème} année en cours, dir. O. Thomas, B. Le Bot LERES. Produits pharmaceutiques dans les eaux naturelles et potables. Travail réalisé en partenariat avec K. Kummerer (U. Freiburg).
- Sylvain Merel (bourse EHESP), 3^{ème} année en cours, dir. M. Clément LERES. Risques sanitaires liés aux cyanotoxines dans les eaux utilisées pour la production d'eau potable : identification des sous produits de chloration.
- Fabien Mercier (projet COP), 1^{ème} année en cours, dir. B. Le Bot, O. Thomas LERES. Analyse de composés organiques dans les poussières des habitations et des écoles.
- Ianis Delpla (projet ERANET), 1^{ème} année en cours, dir. O. Thomas LERES. Impact des changements climatiques sur la qualité des eaux potables.
- Vincent Bessonneau (bourse EHESP), 1^{ème} année en cours, dir. M. Clément LERES. Diagnostic de contamination globale des habitations et des écoles.

Les travaux de recherche ont été principalement valorisés sous forme de publications et communications :

- 5 publications dans des revues scientifiques à comité de lecture (IF>1) ;
- 2 publications dans des revues professionnelles (et scientifiques à IF<1) ;
- 1 chapitre de livre Participation à deux ouvrages collectifs (O. Thomas) ;
- 18 communications dans des congrès internationaux ou nationaux, dont 3 sur invitation ;
- 1 brevet industriel.

¹ Non compris René Seux, ancien directeur du LERES, Professeur honoraire

D'autre part, à la suite de nombreuses réunions de travail en 2008, la création de l'IRSET (Institut de Recherche en Santé-Environnement-Travail) devrait être effective en 2009. L'institut comprendra trois départements, dont deux constitués de deux équipes rennaises (l'Unité Inserm 625, resp. B. Jégoud et l'UPRES EA Seraic, Rennes 1, resp. D. Lagadic) ainsi que des chercheurs du département DEST de l'EHESP. Le troisième département « Technologie » est constitué principalement par le LERES, qui en assurera l'animation, ainsi que par la plate-forme protéomique rennaise de l'Inserm.

3- Autres activités

Les enseignants-chercheurs et cadres du LERES participent au rayonnement de l'EHESP notamment par le biais des actions suivantes :

- Membres de Comités nationaux : R. Seux (Haut Conseil de la Santé Publique) ;
- Membres de Comités d'experts nationaux : R. Seux (Afssa) ou internationaux : O. Thomas (CRSNG Canada, 7^{ème} PCRDT) ;
- Participation à des Conseils Scientifiques : F. Chaumet, D. Verrey (EHESP), R. Seux (Région Bretagne) ;
- Participation à des Commissions nationales : E. Baures, B. Le Bot, F. Chaumet, A. Martail, D. Verrey (AFNOR) ;
- Membre de Conseil d'administration : F. Chaumet (EHESP), R. Seux (ENGEES, EME) ;
- Organisateur ou co-organisateur de Colloques: O. Thomas (colloque « Eau ACFAS », Québec, Canada, et forum franco-québécois S. De Champlain « Management de l'eau et santé », La Rochelle) ;
- Participation à des jurys de thèses:
 - Barbara Le Bot, co-encadrante de la thèse de Fatima Tamtam et membre du jury. Thèse soutenue le 8 décembre 2008. Titre : Sources et devenir des antibiotiques dans le bassin versant de la Seine - première approche pour une évaluation des expositions environnementales, EPHE – U Pierre et Marie Curie ;
 - Olivier Thomas, rapporteur de la thèse de Jun Turri-Mao, intitulée : Étude comportementale d'effluents industriels par spectrophotométrie UV visible, soutenue le 3 avril 2008, Ecole des Mines d'Alès – Université de Provence.

Le LERES assure également la mission Développement Durable, qui a été confiée à O. Thomas par le directeur de l'EHESP en janvier 2008. Avec l'aide d'Audrey Martail, la tenue de nombreuses réunions et rencontres ont permis d'élaborer un projet de politique ainsi qu'un plan d'action qui sera présenté sous peu à la direction de l'école.

Enfin, le COM prévoit dans les obligations et moyens de l'école (fiche 2.1, page 22), de « donner au laboratoire d'analyse (LERES) la structure juridique et l'organisation la plus appropriée à ses missions de recherche et de prestations, et au contexte concurrentiel de son marché ». L'année 2008 a permis de rassembler les éléments (documents administratifs, retours d'expérience, contacts avec partenaires, ...) nécessaires à la proposition d'un futur cadre juridique.

2.2 Réseau doctoral

Le réseau doctoral animé par l'EHESP a été créé par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche après évaluation positive de l'AERES par lettre datée du 9 octobre 2008. Cette création est en avance d'un an sur le calendrier initialement prévu. Le ministère a doté le réseau doctoral de 4 allocations de recherche par an pour une période de 4 ans et d'un budget de fonctionnement dès la mise en place du contrat d'objectifs et de moyens 2008-2011. L'EHESP a aussi rajouté quatre allocations doctorales, pour un total de 8 allocations doctorales annuelles. Les quatre allocations doctorales de 2008 du ministère et deux de l'EHESP ont pu être utilisées dès l'année 2008, après audition des candidats par le conseil de direction scientifique réuni pour la première fois fin décembre 2008.

1. Le conseil de direction scientifique du réseau doctoral a tenu sa première réunion le 19 décembre 2008 à l'hôpital Sainte-Anne à Paris. Ce conseil est constitué de 22 membres, comme suit :

Personnalités scientifiques qualifiées :

- Ezra **SUSSER** MD, DrPH, Gelman Professor of Epidemiology, Columbia University;
- Habibul **AHSAN**, MD, MPH, Professor and Director of Center for Cancer Epidemiology and Prevention, University of Chicago; Fred Paccaud, Professor of Social and Preventive Medicine and Director of the Institute of Social and Preventive Medicine
- Isabelle **ROMIEU**, Professor, Institut National de Santé de Mexico,
- Elias **MOSSIALOS**, Professor Alistair McGuire, London School of Economics

Représentant les écoles doctorales du réseau et la société civile :

- Dominique **COSTAGLIOLA**, Professeur UPMC-Paris 6 et (ED 393 « Santé Publique : épidémiologie et Sciences de l'Information Biomédicale »),
- Jochen **LANG**, Professor, Université de Bordeaux 1, j.lang@IECB.u-bordeaux.fr Victor Ségalen-Bordeaux II (ED 154 « Sciences de la vie et de la santé »),
- Laoucine **KERBACHE**, Associate Dean for doctoral affairs, HEC, kerbache@hec.fr; HEC (ED 471 « Organisation et décision » Paris 1-HEC-ENSAM),
- Denis **HÉMON**, Research Director, Université de Paris 11, hemon@vjf.inserm.fr; Paris-Sud-Paris 11 (ED 420 : « Santé publique Paris 11 – Paris 5),
- Jean-Louis **MEGE**, Professor, jean-louis.mège@univmed.fr; Marseille Université de la Méditerranée-Aix-Marseille II (ED 062 « Sciences de la vie et de la santé »).
- Anne **LAUDE**, Professor of Law, Anne laude, Paris 5 Paris-Descartes-Paris 5 (ED 262 de droit, gestion, relations internationales), Serge Briançon Henri Poincaré-Nancy I (ED 266 « Biologie, santé et environnement »)
- Sylvie **HENNION MOREAU** Rennes 1 (ED 93 « droit, sciences politique, et philosophie »),
- Yves **CHEVRIER**, l'EHESS (ED 286 de l'école des hautes études en sciences sociales),
- Chrystel **JOUAN-FLAHAULT**, Medical Director, French Pharmaceutical Industries /Les Entreprises du Médicament- Research branch (LEEM-Recherche) (representative designated by LEEM-Recherche)
- Gérard **VINCENT**, Délégué Général, Fédération Hospitalière de France

Représentant l'EHESP :

- Fleur **CHAUMET**, EHESP
- Alain **JOURDAIN**, EHESP Professor,
- Moïse **DESVARIEUX**, Professor of Epidemiology, EHESP (Chair)

2. Inscriptions au réseau doctoral :

LISTE DES DOCTORANTS INSCRITS AU RESEAU DOCTORAL

18 doctorants inscrits

Nom – prénom
BENTAYEB Malek
.BERNATAS Jean-Jacques
BESSONNEAU Vincent

BISSEGE François
BOYD Anders
CAVE Isabelle
CHAMI Kathleen
EFTEKHARI Sanaz (Iran)
EVANS David
GAYON Yasmin
HARLE Lorraine
HU Dan
HUART Guillaume
MANGEL Anna
MOLDOVEANU Ina
OULHOTE Youssef
POMMEREUIL Laurent
SAMRANY Lina

En gras : allocataires de recherche

3. Allocations doctorales :

Au titre de l'année 2008, 6 allocations doctorales ont été attribuées à date, dont 4 de l'Enseignement Supérieur et la Recherche. .

CANDIDATS RETENUS
POUR ALLOCATIONS DE RECHERCHE, LEURS ECOLES DOCTORALES ET SUJETS DE THESE

Nom du candidat	Ecole doctorale	Laboratoire d'accueil	Sujet de thèse
M. BENTAYEB Malek 13 rue Moret 75011 Paris	393 Paris VI	INSERM UMR 707 – PARIS	Respiratory health effects of air pollution on the elderly living in nursing homes
M. OULHOTE Youssef 18 rue du Maréchal Joffre Appt n°6 - 35000 Rennes	266 Nancy	Département Santé Environnement, Travail à l'EHESP	Déterminants des expositions des enfants au plomb dans l'habitat en France
M. BESSONNEAU Vincent 28 av des Mont d'Arrée 35000 Rennes	92 Rennes 1	Laboratoire d'études et de recherche en environnement et santé à l'EHESP	Elaboration d'une méthode d'évaluation de la qualité chimique de l'air intérieur
M. EVANS David 10 rue Marcadet 75018 Paris	393 Paris VI	INSERM UMR 707 – PARIS	How do geographical life environments influence physical activity ?
M BISSEGE EDDA Francois 93 rte de Grannec 22730 Trégastel	93 Rennes	EHESP	Convocation et usage de la arôle ordinaire en matière d'éducation pour la sante dans les magazines pour les adolescents
Mme MOLDOVEANU Ina 10 hameau de la Bretonniere 35770 Vern sur Seiche	507 Rennes 2		Prendre en charge la souffrance engendrée par la maladie d'Alzheimer

Les Universités et leurs écoles doctorales concernées ont été notifiées et ces allocations sont effectives au 1^{er} fevrier 2009.

4. Le Groupe des HDR de l'EHESP

La direction du réseau doctoral a constitué un groupe des professeurs de l'école habilités à diriger les recherches comme étant en première ligne du réseau doctoral pour l'école. Ces HDR devront être à même de diriger des thèses dans le cadre du réseau, servir de tuteur académique aux étudiants. A ce jour, 17 professeurs de l'école sont titulaires d'une HDR (et 3 autres en cours de recrutement).

5. Futur et Projections :

La prochaine réunion est fixée au vendredi 27 mars 2009, avec 3 à 5 réunions additionnelles prévues pour 2009. Les programmes doctoraux de trois parcours de santé publique ont été ouverts: épidémiologie, santé et environnement et sciences humaines, sociales et des comportements de santé. Un séminaire interdisciplinaire est en préparation ainsi que les conventions bilatérales avec les universités partenaires sur le modèle proposé par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Une charte du doctorant est en préparation et sera discutée le 27 mars 2009. En bref, les formations doctorales du réseau doctoral de l'EHESP nécessiteront trois étapes charnières : 1) les cours obligatoires par discipline ; 2) les examens doctoraux de synthèse (sur le modèle des *comprehensive exams*) ; 3) la soutenance de la thèse. Cinq doctorants ont déjà pu bénéficier de deux cours en épidémiologie méthodologique fin décembre 2008 et début janvier 2009. L'éventail des cours en préparation se poursuit. Les dates d'inscription et d'allocations de recherche entre l'EHESP et les écoles doctorales partenaires seront harmonisées en cours d'année. La campagne des bourses sera ouverte au printemps 2009. Un monitorat sera offert à tous les étudiants du réseau, ce qui leur permettra aussi de s'intégrer aux programmes d'enseignement des disciplines de tronc commun de base de l'EHESP. A l'international, une visite au Mali et au Laos a permis à l'école d'identifier le grand intérêt porté à un projet possible de programmes doctoraux « en sandwich » avec des aller-retour fréquents entre la France et le terrain local. Les formations professionnelles de l'école devrait aussi envoyer un certain nombre d'élèves intéressés (et non candidats à des bourses, étant élèves fonctionnaires). Nous visons vingt à trente doctorants par an au cours du quadriennal.

2.3 Centres interdisciplinaires

Délibération du Conseil d'Administration du 7 juillet 2008 : création de six centres interdisciplinaires

L'école est structurée en départements recouvrant les grands domaines disciplinaires de la santé publique. Au sein de ces départements, s'organisent les enseignements et se développent des recherches thématiques ou disciplinaires. Le Conseil d'Administration a créé six structures interdisciplinaires de recherche, d'animation scientifique et d'expertise permettant d'augmenter la visibilité et l'attractivité de l'école sur des domaines de recherche évalués par le Conseil Scientifique prioritaires et stratégiques pour lui permettre de remplir ses missions. Par principe, tout professeur de l'EHESP est rattaché à un département (et un seul) de son choix, où il effectue ses charges d'enseignement, mais peut participer aux activités de recherche, d'animation et/ou d'expertise de son propre département, ou d'un ou de plusieurs centres interdisciplinaires. Les centres bénéficient donc des ressources humaines des départements, mais n'ont pas de professeurs qui leur sont rattachés à temps-plein. Ils peuvent néanmoins accueillir des chercheurs d'établissements publics scientifiques et techniques, des doctorants, stagiaires, postdoc, ou personnels contractuels sans charge d'enseignement. Ils peuvent aussi disposer de ressources humaines ITA (ingénieurs, techniciens, administratifs), notamment financés sur leurs ressources propres.

Le centre d'analyse des politiques publiques en santé (CAPPS)

Dirigé par Didier Tabuteau (Chaire Santé de Sciences Po, et Paris, EHESP) et Martine Bellanger (Département des sciences sociales, humaines et des comportements de santé, Rennes, EHESP)

Le centre d'analyse des politiques publiques de santé permet de développer une approche globale des politiques de santé en bénéficiant du concours de l'ensemble des centres d'excellence de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique et en développant des partenariats avec de nombreuses institutions françaises et étrangères contribuant à l'analyse des politiques publiques de santé. Le lien étroit avec la chaire santé et l'office de prospective en santé de Sciences-Po accélérera sa montée en puissance et devrait renforcer son potentiel d'action et d'attraction comme sa visibilité.

Le centre présente la particularité de développer ses travaux sur l'ensemble du spectre des politiques sanitaires, des enjeux de santé publique et de sécurité sanitaire aux politiques de l'offre de soins (hôpital, médecine de ville, médicament), du secteur médico-social aux problématiques de l'assurance maladie et du financement des dépenses de santé, de la construction d'une Europe de la santé aux défis de l'action sanitaire internationale.

L'association d'universitaires, de chercheurs, d'acteurs et de décideurs du système de santé à ses travaux permet de systématiser l'approche pluridisciplinaire et interprofessionnelle qui paraît indispensable en matière de santé. À travers l'organisation de débats publics et de forums de discussion, il permet de donner une audience renforcée aux échanges et aux controverses sur les politiques publiques de santé.

Dès 2009, le CAPPS s'adjoindra d'une composante de recherche animée par le Pr Martine Bellanger, économiste à l'EHESP.

Le centre interdisciplinaire sur le risque et sa régulation (CIRR)

Dirigé par Michel Setbon (laboratoire LEST, CNRS, Aix-en-Provence, et Paris, EHESP)

Le projet de création d'un centre interdisciplinaire consacré à l'analyse et à la régulation du risque sanitaire part du constat de la place prise par les risques et les crises sanitaires dans nos sociétés développées démocratiques. Le risque est devenu en quelques décennies un sujet majeur socio-politico-économique, ainsi qu'un puissant moteur de changement et de régulation institutionnelle. Or, il n'existe pas en France de centre de recherche et de formation interdisciplinaire sur le risque sanitaire, à la différence de bien des pays développés (USA, Royaume-Uni, Suède, Allemagne). Déficit qui s'accompagne d'une présence réduite de la recherche française en termes de publications et de visibilité internationale dans ce domaine. La création de l'EHESP offre l'opportunité de combler cette lacune en réunissant dans ce centre des chercheurs et enseignants et des professionnels des disciplines et des champs concernés par le risque sanitaire, concept central de la santé publique. Les objectifs du centre, qui s'intéresse aux liens tissés entre connaissances scientifiques, pratiques en santé publique et décision publique, sont : d'organiser un réseau de recherche interdisciplinaire sur le risque afin de développer une offre d'expertise intégrée en matière d'analyse du risque et de modes de régulation ; de rendre plus visible la présence de la recherche française sur le risque dans l'arène internationale ; d'accroître le niveau des publications sur le risque, tout en échangeant les expériences et les innovations méthodologiques avec d'autres pays ; d'offrir des cursus de formation de haut niveau en matière de risques sanitaires. A

travers la production d'analyses pertinentes sur les processus d'évaluation et de régulation des risques, ce centre a ainsi pour vocation de contribuer à la promotion de la santé publique.

Le centre sur les soins de longue durée, la vulnérabilité, la maladie d'Alzheimer (SOLO)

Dirigé par Claude Martin (Laboratoire CRAPE, CNRS, Rennes 1, EHESP)

Le vieillissement de la population constitue un des défis majeurs pour la santé publique et pour les systèmes de protection sociale dans l'ensemble des pays développés. Il en est de même pour les maladies chroniques et différentes formes de handicap plus ou moins liées à l'âge. Ces phénomènes obligent les pouvoirs publics à définir de nouveaux dispositifs de prise en charge combinant des formes publiques et privées de solidarité (assurance obligatoire, assurance privée, soutien des proches et parents, développement de nouveaux métiers et services, etc.). La demande sociale de connaissances sur ces questions est très importante et l'offre des chercheurs, en particulier en sciences humaines et sociales, est encore très insuffisante. Ce constat a été récemment souligné par le rapport Ménard sur la maladie d'Alzheimer préparatoire au plan présidentiel. L'objectif du centre est de proposer de réunir des compétences multiples sur ces questions au sein d'un grand établissement d'enseignement supérieur qui facilite le travail interdisciplinaire. L'équipe de recherche du centre est composée de sociologues, démographes, politistes, économistes, biostatisticiens, épidémiologistes, gestionnaires, et de praticiens du champ médico-social mais aussi de la gériatrie, de la psychiatrie et de la gérontologie. Le centre propose non seulement de développer des recherches sur cette thématique des soins de longue durée et de la vulnérabilité, mais aussi d'être une plate-forme de communication entre monde de la recherche au plan national et international et monde professionnel.

Les trois centres CAPPS, CIRR et SOLO préparent une convention avec le CNRS, et font une demande de mise à disposition de personnels à l'organisme de recherche dans sa fonction d'agence de moyens et non pas d'opérateur de recherche. Sans exclure à terme la possibilité d'une labellisation CNRS.

Le centre sur les changements globaux, la biodiversité, les maladies infectieuses

Dirigé par Jean-François Guégan (IRD, Montpellier, EHESP)

La France, à l'instar des grands pays occidentaux, se dote d'un centre de recherche et de formation pour comprendre et donc mieux anticiper les conséquences du processus de mondialisation en cours (changement climatique, érosion de la biodiversité, usage des sols, transport aériens, commerce international, résistance aux drogues,...) sur l'émergence et la propagation d'agents infectieux. De nature interdisciplinaire et intégrative parce que la mondialisation est un phénomène multi-factoriel et complexe, la recherche et la formation donnée dans ce Centre y seront d'excellence internationale. En s'appuyant sur les compétences de ses partenaires institutionnels de l'Institut de recherche pour le développement, du Centre national de la recherche scientifique et de l'Université de Montpellier, le Centre formera les futurs enseignants-chercheurs et personnels de l'état aux nouveaux risques sanitaires mondiaux et aux adaptations nécessaires à mettre en œuvre, ainsi que les étudiants et collaborateurs étrangers, et en particulier ceux des Pays du Sud qui seront les premiers à devoir s'adapter aux conditions du changement global.

Le centre de santé internationale et humanitaire

Dirigé par Xavier de Lamballerie (Université de la Méditerranée, IRD, Marseille, et Rennes, EHESP) et Régine Ducos (Direction des Relations Internationales, Rennes, EHESP)

L'EHESP a préparé en 2008 l'ouverture de centres au Laos et au Mali en partenariat avec la Fondation Mérieux et l'IRD. Le centre de Vientiane, au Laos devait ouvrir fin janvier 2009, pour une arrivée d'une équipe de permanents à partir d'avril 2009 et celui de Bamako, au Mali en avril 2009, pour l'installation d'une équipe permanente à partir de septembre 2009. Dans les deux localisations, des Centres de la Fondation Mérieux permettent l'installation des équipes en les accueillant sur place, et des équipes répondent en partenariat à des appels à proposition en matière de recherche ou de formations initiales et continues.

Au Laos, un partenariat étroit est réalisé avec l'IRD, où les équipes sur place à Vientiane travaillent ensemble sur de mêmes projets de recherche (co-infection VIH-HPV chez la femme, appel d'offre de la Fondation de France, réponse en 2009), en impliquant tous les acteurs concernés du pays. La coordination de la recherche est assurée conjointement par un co-investigateur principal de l'EHESP-IRD (France) et un co-investigateur principal du ministère de la santé du Laos-Fondation Mérieux (Laos). Le financement est assuré par des bailleurs sur réponse aux appels d'offres. Les programmes de formations seront déployés, à partir d'une étude de besoins en compétences réalisée en 2009. Ils viseront à renforcer

les programmes mis en place par le ministère de la santé du Laos et répondront aux priorités affichées par les autorités locales.

Au Mali, un partenariat est mis en place avec le MRTC (*Malaria Research Training Center*, Pr Ogobara Doumbo) et le Centre Charles Mérieux. Il vise à développer un programme dans le domaine de la veille sanitaire, et la recherche épidémiologique (essais randomisés en grappe pour évaluer différentes stratégies de prévention du paludisme) et translationnelle (du laboratoire à la population). Des recherches et expertises en santé environnement seront aussi déployées, ainsi que des programmes de formation de doctorants maliens formés « en sandwich » entre le Mali et le réseau doctoral de l'EHESP en France. Une réponse à un appel à proposition de l'Union Européenne a été faite en partenariat avec les mairies de Paris, Ouagadougou, et Bamako.

Le centre de santé fondée sur les preuves

Dirigé par Philippe Ravaud (Groupement d'Intérêt Scientifique entre l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, la Haute Autorité de Santé, l'Inserm et l'EHESP)

Ce centre appelé à être labellisé par la *Cochrane Collaboration* est dédié à la production de connaissances disponibles sur les effets des soins médicaux. Son but est d'aider les médecins, malades et décideurs à prendre des décisions informées dans le domaine des soins en préparant, mettant à jour et en favorisant l'accessibilité à des revues systématiques évaluant l'effet des interventions dans le domaine de la santé.

Les missions du centre Cochrane français sont de diffuser les travaux de la *Cochrane Collaboration*, de former à la synthèse d'informations et de communiquer afin de diffuser les concepts d'*Evidence-Based Medicine* (médecine factuelle) et d'évaluation des pratiques auprès des sociétés scientifiques, sociétés savantes, association de médecins.

Dans un second temps, ce centre a vocation à étendre son périmètre aux problématiques de santé non strictement médicales (par exemple : interventions pour réduire le stress au travail, programmes de réduction des apports caloriques et d'accroissement de l'activité physique en milieu communautaire, etc).

3. Donner une visibilité internationale aux actions de recherche, aux formations et aux métiers

3.1 Coopération internationale et programmes européens

Il s'agit de valoriser le savoir faire de l'Ecole dans l'ingénierie pédagogique à travers la réalisation de projets :

- de coopération visant à développer les capacités de pays ou d'institutions partenaires par le co-développement de formations, d'écoles ou expertise. Cette activité très développée à l'Ecole depuis une quinzaine d'années a représenté la mise en œuvre d'une vingtaine de projets principalement vers l'Afrique, l'Amérique du Sud et les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) alors candidats à l'Union Européenne (Objectif 1),
- de formations internationales ou de coopération universitaire en s'appuyant notamment sur des projets européens. Cet aspect de développement international existe déjà. Il sera poursuivi (master européen Erasmus Mundus créé en 2006) et valorisera le Master of Public Health (MPH) et l'Executive Health Master of Business Administration (EHMBA). D'autres programmes européens permettront de financer d'autres projets de coopération académique et professionnelle (Objectifs 2 et 3).

OBJECTIFS

Objectif n° 1 : Valoriser à l'international l'expertise de l'Ecole en matière d'ingénierie de formation, c'est-à-dire contribuer au développement des ressources humaines du secteur sanitaire et social des pays partenaires par la conception et la mise en œuvre d'une ingénierie de formation adaptée, dans les domaines de l'Ecole. Nous pouvons viser cinq projets de coopération qui peuvent s'étaler sur un à trois ans.

L'année 2008 a marqué une pause relative dans le développement de projets de coopération. Les deux principales raisons en sont : la mise en place de l'EHESP impliquant une re-définition de la stratégie internationale, d'une part, et l'absence d'un directeur des relations internationales, d'autre part. Les relations et les projets en cours ont été maintenus.

Réception de délégations

L'école a reçu en 2008 une vingtaine de délégations internationales pour créer ou renforcer des relations institutionnelles avec des ministères de santé de pays étrangers, des institutions d'enseignement supérieur et des services de santé. Lors de ces rencontres, organisées par la DRI et avec l'implication de nombreux services de l'école, des possibilités de coopération multiples ont été évoquées : échanges de stagiaires, contribution aux formations, développement du cursus, ...

Délégations reçues : Afrique Du Sud, Albanie, Belgique, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Croatie, Egypte, Etats-Unis, Liban, Lituanie, Mali, Moldavie, Maroc, Pologne, Russie, Royaume-Uni, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Tunisie.

GIP Santé et Protection Sociale

Depuis sa création, l'école est Membre du GIP qui a pour vocation de promouvoir à l'international l'expertise française en santé et protection sociale. L'école, par le biais de la DRI et le responsable du département Politiss, a contribué aux travaux des groupes « santé » et « développement social » du conseil d'orientation. La DRI a également participé au colloque annuel.

Québec : V^e Forum Franco-Québécois

Fruit de la collaboration entre l'EHESP et l'ENAP, le 5^{ème} forum s'est déroulé à Québec les 16 et 17 octobre 2008. Sur le thème « La prévention dans les systèmes de soins. Des repères à trouver, des modalités à inventer en France et au Québec », le forum a rassemblé une cinquantaine de professionnels de la santé québécois et français. Du côté français, des représentants de l'IGAS, du CHU de Nice, de l'Union régionale des médecins libéraux de Bretagne (URML) et d'une association d'infirmières libérales se sont joints aux enseignants de l'EHESP pour participer et contribuer aux échanges en apportant leur expérience.

Le forum a bénéficié du soutien du Service de Coopération et d'Action Culturelle du Consulat général de France à Québec et du Ministère des Relations Internationales du Québec dans le cadre de la Commission permanente de coopération franco-québécoise des projets.

Tunisie : formation de pharmaciens et de médecins inspecteurs

Les relations avec le ministère de la santé tunisien se sont poursuivies par l'accueil en formation de stagiaires de l'inspection pharmaceutique et de l'inspection médicale tunisiens. Deux inspecteurs pharmaceutiques ont suivi le stage

statutaire de formation des pharmaciens inspecteurs. Quant aux inspecteurs médicaux, ils ont choisi les modules « apports et limites de l'épidémiologie en santé publique » et « la communication au service de la pratique professionnelle des MISP et PHISP ».

Lors du forum international, l'EHESP et l'Institut de santé publique tunisien ont signé une convention de partenariat.

Chine : Formation de gestionnaires

Dans le cadre d'une coopération entre les ministères de santé chinois et français, l'EHESP a été saisie pour construire et conduire des formations de gestionnaires de l'administration sanitaire et d'hôpitaux, en coopération avec d'autres acteurs français. A ce titre, l'EHESP a participé à une mission en Chine regroupant différents acteurs français et chinois, dans le but d'affiner l'identification de besoins et d'établir un plan de travail. La première étape se traduira par une formation en France et en partenariat avec Sciences Po, d'un groupe pilote de cadres chinois. La convention de coopération entre les deux pays prévoit à plus long terme, la création d'un centre franco-chinois de formation aux professions de santé, et plus précisément les personnels de direction des hôpitaux ainsi que les gestionnaires des administrations de santé. Les autres axes de cette coopération sino-française portent sur la formation de médecins généralistes, l'organisation des soins dans les zones rurales et la prévention de maladies infectieuses.

Russie : Formation à l'amélioration de la performance des systèmes de santé

L'EHESP a été sollicitée par l'ambassade de France à Moscou et la Banque Mondiale pour animer le 3^{ème} et dernier séminaire d'un cycle portant sur l'introduction de la gestion de la performance dans les administrations des régions du Caucase. Cette session, consacrée à l'amélioration de la performance des systèmes de santé, a rassemblé des personnalités politiques et des responsables administratifs en charge de la santé dans leurs régions respectives.

L'animation du séminaire a été assurée par deux enseignants-chercheurs de l'EHESP. Les méthodes pédagogiques étaient essentiellement orientées vers une appropriation par les stagiaires des méthodes de gestion de la performance à travers des cas pratiques.

Suite à cette intervention, une délégation russe composée de directeurs de services de santé ainsi que de professeurs universitaires a été reçue à l'EHESP fin 2008.

Croatie : resserrement des liens institutionnels

Soutenue par l'ambassade de France en Croatie, la collaboration entre l'EHESP et l'école de santé publique Andrija Stampar s'est concrétisée cette année par des contacts institutionnels au niveau de la direction des écoles. La directrice, le professeur Bozikov a visité l'école et rencontré le directeur de l'EHESP, Antoine Flahault ainsi que plusieurs membres de direction de l'EHESP. Par ailleurs, une délégation de l'école a participé au séminaire organisé à Zagreb à l'occasion de l'anniversaire de Andrija Stampar, père fondateur de l'école croate mais aussi de l'OMS qui célébrait ses 60 ans.

Mexique

L'école a fourni une lettre de soutien à l'ADECRI pour un projet d'assistance technique au dialogue sur les politiques de cohésion sociale au Mexique. L'objectif est d'apporter un appui à la mise en place de manifestations de haut niveau sur les politiques publiques qui contribueront à faciliter la formulation et la mise en œuvre de politiques améliorant la cohésion sociale et promouvant une culture de la cohésion sociale au sein du secteur public du pays. Pour ce projet retenu et piloté par l'Adécrici, L'EHESP proposera des experts qui interviendront à partir de 2009.

Relations avec des bailleurs de fonds

Le personnel de la DRI a suivi des formations sur le montage de dossiers européens (PCRD) et des réunions d'information organisées par l'agence européenne ou l'agence française en charge de ces programmes (Tempus, Leonardo).

Les Services culturels et d'action de coopération des ambassades françaises sont informés régulièrement de l'évolution des activités et l'école et sont sollicités pour financer des déplacements voire des bourses pour suivre des formations. Il en est résulté le financement de visites de délégations lors du forum international, de stages en France et de bourses pour suivre des modules de formation.

Objectif n°2 : *Valoriser l'offre de formations internationales (MPH, EH MBA, voir Fiche 1.2, (Objectifs 2 et 5) et la compléter par des projets internationaux en s'appuyant sur les programmes européens (Erasmus Mundus, formation tout au long de la vie, Gruntvig) et sur les objectifs de l'enseignement supérieur français (double diplômes, diplômes joints avec des partenaires européens ou nord-américains – programmes Union Européenne - USA et Union Européenne - Canada).*

En 2008, l'offre de formations internationales de l'EHESP s'est enrichie par l'ouverture du Master of Public Health et de l'Executive Health MBA. Du fait de la procédure d'accréditation qui s'est finalisée en juillet et septembre, l'école, avec la contribution de la DRI, a conduit des actions de communication à l'étranger, en un temps très restreint. Ces efforts et cette réactivité ont porté leurs fruits : 134 candidats ont postulé pour le MPH parmi lesquels nous pouvons compter 92 étrangers dont 82 non européens.

Par ailleurs, une démarche validée par l'agence européenne Erasmus Mundus a permis de faire évoluer master européen Europubhealth. Dorénavant, le MPH de l'EHESP s'intègre dans le cursus européen en tant que spécialisation en seconde année proposée sur le thème « santé environnementale et santé au travail ». Ce choix permettra d'attirer dans cette spécialisation un plus grand nombre d'étudiants dont la grande majorité est anglophone.

Enfin une promotion à l'international pour suivre des modules du MPH a donné quelques résultats : des candidats moldaves, croates et danois ont exprimé leur intérêt pour s'inscrire en 2008 ou 2009. Certains candidats ont pu ou pourront bénéficier de bourses de l'ambassade de leur pays.

Objectif n°3 : *Poursuivre la coordination du master Européen Europubhealth, créé par l'Ecole Nationale de la Santé Publique en 2006 et renouveler le label Erasmus Mundus en 2010, dans le cadre d'une stratégie cohérente avec le MPH, en renforçant notamment la participation de l'EHESP dans cet enseignement européen. Il a bénéficié dès son lancement d'une forte attractivité auprès des étudiants de l'UE (sortie de la première promotion en juillet 2008).*

Europubhealth

Pour Europubhealth, l'année 2008 a marqué l'achèvement du cycle de formation pour les 29 étudiants de la première promotion. La fin de la formation s'est organisée autour d'un dernier module regroupant tous les étudiants qui avaient effectué leur seconde année de spécialisation à Cracovie, Copenhague ou Rennes. A cette occasion, ils ont montré leur travail de recherche via des posters exposés durant tout le module, donnant lieu à un vote pour la meilleure présentation. Enfin, lors de la cérémonie finale, en présence des 6 partenaires du consortium Europubhealth, ils ont reçu un certificat attestant leur réussite aux deux diplômes nationaux obtenus et un supplément au diplôme. *Europubhealth étant un double diplôme, les étudiants reçoivent deux diplômes nationaux des partenaires principaux où ils ont suivi leur cours en première et seconde année.*

Outre le changement de spécialisation à l'EHESP déjà cité, une autre évolution du cursus validée en 2008 permettra d'accueillir l'ensemble des étudiants en fin de première année à l'EHESP, au lieu de Cracovie, pour un module intitulé « Dimensions globales de la santé publique ». Le module intégratif de 4 semaines représente 5 ECTS reconnus par les partenaires européens. Ainsi les étudiants de première année et de seconde année se retrouveront à Rennes.

La troisième promotion 2008-2010 du master a démarré en septembre et octobre à Sheffield et Grenade. Elle comprend 25 étudiants de 18 pays différents (Australie, Inde, Colombie, Cambodge, Mexique, Canada, **France, Espagne**, Népal, Arabie Saoudite, Chine, Fédération Russe, Paraguay, Etats-Unis, Ouganda, Myanmar, Pakistan, Serbie). Parmi les 24 étudiants étrangers, 3 sont européens. La sélection a également concerné 3 enseignants, des « scholars » non européens qui recevront une bourse pour participer à la formation et à des activités de recherche pendant 3 mois. Les bénéficiaires de cette bourse d'enseignement sont originaires de Cuba, d'Argentine et d'Albanie.

La coordination du programme implique l'animation du consortium et des instances de décision qui regroupent les 6 partenaires : comité de sélection, comité académique et d'évaluation, comité de management, comité qualité. Le comité qualité a validé un référentiel qualité commun issu d'une adaptation du référentiel spécifique établi pour les masters de santé publique, dans le cadre d'un programme Leonardo « Ph-Accreditation » (Projet pilote de 2005 à 2007 comptant l'EHESP, universités de Sheffield, Copenhague et Cracovie parmi les membres du consortium).

Renouvellement du label.

Le dossier de renouvellement du label devrait être présenté en 2010. Les partenaires évoqueront cette question dès le début 2009 pour envisager les modalités d'évolution du consortium ou du cursus.

Le programme Erasmus Mundus II qui sera lancé début 2009 permettra en outre d'offrir des bourses à des étudiants européens et à des doctorants.

Valorisation du savoir-faire de l'école – Campagnes de communication à l'international

En plus des actions déjà citées pour les formations à dimension internationales, l'école, et plus précisément la DRI, a mené des campagnes d'information à l'occasion des premières journées européennes de l'école et de la conférence annuelle de l'ASPHER. Lors de cette dernière, il convient de souligner que Antoine Flahault était élu président de l'association des écoles de santé publique de la zone Europe.

INDICATEURS ASSOCIES (hors formations internationales délivrées en France)

N°3.1 : Coopération internationale et programmes européens			
Indicateur	Rappel de la cible à atteindre	Périodicité	Cible à atteindre
Nombre de programmes de coopération (Objectif 1)	5 programmes structurants pouvant durer 1 à 3 ans chacun.	Cumul sur la période	En 2008, nous pouvons compter 5 petits projets de durée courte (Québec, Croatie, Russie, Moldavie, Tunisie)
Chiffre d'affaires dégagé par les programmes de coopération (Objectif 1)	+ 100 K€	Annuelle	Québec : 3 000 Europublichealth : 15 000 Croatie : 1000 (prise en charge billets avion) Russie : 8100 Moldavie : 1000 (mph) Tunisie : 4290 Total : 32 360
Renouvellement du label Erasmus Mundus (Objectif 3)	Obtenir le renouvellement	2010	Obtenir le renouvellement

3.2 Échanges internationaux

OBJECTIFS :

Objectif n°1 : *Développer les partenariats institutionnels avec des établissements d'enseignement supérieur des pays cibles (Europe, Amérique du Nord, Francophonie)*

Amérique du Nord :

L'Ecole a développé un nouveau partenariat institutionnel avec le Département d'administration de la santé de la Faculté de Médecine de Université de Montréal pour la Maîtrise en Administration des Services de Santé (M.Sc.) - Option gestion de la qualité/sécurité. Elle a également engagé des discussions pour des partenariats avec l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, l'Université Columbia à New York et l'Université de Californie à Berkeley. Enfin, l'Ecole s'est rapprochée de la Northwestern University de Chicago dans le cadre de l'accueil d'un groupe d'étudiants américains en stage à l'Ecole en partenariat avec Bruno Palier de l'IEP de Paris.

Europe :

L'Ecole a développé un partenariat avec la London School of Economics pour la mise en place de l'International Master of Public Health (une semaine de cours programmés à Londres pendant la première année du master). En outre, l'EHESP a renouvelé 9 des 13 accords bilatéraux Erasmus arrivés à échéance à la fin de l'année universitaire 2007/2008.

Francophonie :

Enfin, deux conventions de partenariat ont été signées dans le cadre du forum annuel de restitution des stages à l'étranger en mars 2008 avec l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal et l'Institut National de Santé Publique de Tunis, dans le but de développer diverses activités communes : échanges d'enseignants-chercheurs, d'étudiants en séjour d'étude ou de stage, recherche, développement de cours communs, organisation de séminaires.

Au total, fin 2008, l'EHESP avait 16 conventions-cadres en cours, dont 12 avec des pays de l'Europe élargie, dont 6 incluant un accord bilatéral Erasmus (échanges d'enseignants, d'étudiants et de personnel en formation), et 4 avec le Canada, le Maroc, la Tunisie et le Sénégal. Outre ces conventions-cadre de partenariat, l'EHESP a signé 9 autres accords bilatéraux Erasmus, soit un total de 25 partenariats institutionnels avec des établissements d'enseignement supérieur des pays cible.

Objectif n°2 : *Développer les mobilités des étudiants, des chercheurs, des enseignants et du personnel de l'EHESP et mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement adéquat, en Europe (programme Erasmus) et vers d'autres pays cibles (Amérique du Nord, Francophonie).*

Programme Erasmus :

Des campagnes d'information ont été faites à l'attention des étudiants, des chercheurs, des enseignants et du personnel de l'Ecole pour promouvoir les bourses de mobilité attribuées à l'EHESP et des initiatives ont été prises pour donner accès à davantage de bourses de mobilité (demande de dotation de bourses Ulysse auprès du Conseil Régional de Bretagne, et étude des programmes CREPUQ pour le Québec et ISEP pour les ETATS-UNIS pour de futures demandes de dotation).

Suite aux campagnes d'information internes, 3 membres du personnel ont bénéficié de mobilités Erasmus de formation (1 personne de l'ex-département Politiss et 2 personnes de la Direction des Relations Internationales), 5 enseignants-chercheurs ont bénéficié de bourses d'enseignement Erasmus pour une semaine d'enseignement chacun. Un étudiant Erasmus de l'Université de Bologne en Italie a été accueilli dans la formation des élèves Directeurs d'hôpital pour une durée de 6 mois.

Autres mobilités :

Un étudiant de l'Université de Tübingen en Allemagne a été accueilli pour un stage de six mois à l'Ecole. Trois enseignants ont réalisé un enseignement à l'étranger en dehors du cadre Erasmus, au Sénégal et en Russie. Deux enseignants, dans le cadre de leur fonction de référent-pays encadrant les stages à l'étranger de nos élèves titulaires de la fonction publique ont réalisé une mission exploratoire respectivement en Espagne, en Grèce, en Norvège et en Serbie.

Accompagnement linguistique :

En terme d'accompagnement linguistique, l'Ecole a développé le logiciel AUDIOSTER, un outil d'auto-apprentissage en ligne, accessible pour tout le personnel et de l'Ecole et les élèves et basé sur les émissions de radio « Voice of America ». Chaque leçon dure approximativement 30 minutes et est adaptée à des personnes ayant un niveau B1 à B2 (d'après le cadre européen de référence pour les langues).

***Objectif n°3 :** Promouvoir l'accueil d'étudiants et d'enseignants étrangers dans les formations de l'EHESP.*

Campagnes de communication :

En terme de promotion de l'accueil d'étudiants et d'enseignants étrangers dans les formations de l'EHESP, des campagnes de communication ont été réalisées vers les établissements d'enseignement supérieur des pays cibles, vers les espaces Campus France et les services de coopération de ces pays, et l'Ecole a participé aux Rencontres Campus France pour présenter aux espaces Campus France de 15 pays les opportunités pour les étudiants et doctorants étrangers de suivre des cursus à l'EHESP. Les Espaces Campus France suivants ont été rencontrés : Tunis, Toronto, Rabat, Sao Paulo, Pékin, Kiev, Alger, Mexico, Moscou, Dakar, Istanbul, Bucarest, Varsovie, Washington et Lima)

Guides d'accueil :

En outre, le guide d'accueil des étudiants sur le campus de Rennes a été mis à jour et un guide d'accueil pour le campus de Paris a été rédigé et diffusé afin de faciliter l'accueil des étudiants étrangers et mettre à leur disposition toutes informations utiles avant leur départ et durant leur séjour en France.

***Objectif n°4 :** Renforcer le dispositif des stages à l'étranger*

Atelier de préparation pour les stages dans les pays en développement :

Un atelier de préparation pour les stages dans les pays en développement a été mis en place par les enseignants référents pour les pays concernés avec le soutien de la DRI et en collaboration avec l'association des professionnels de santé en coopération (ASPROCOP) et proposé aux élèves directeurs d'hôpital concernés. Les élèves ayant participé ont exprimé leur grande satisfaction sur les apports et les modalités pédagogiques adoptées pour ces ateliers qui devraient être étendus aux autres filières en 2009.

Délivrance de l'Europass-mobilité :

L'Europass mobilité, document émis par la commission européenne attestant de la qualité de la mobilité à l'étranger a été à nouveau délivré à tous les élèves intéressés parmi ceux partis en mobilité de stage à l'étranger (pays d'Europe éligibles uniquement).

Décision d'extension de la notation des stages à l'étranger :

Suite à un travail conjoint de la direction des études et de la direction des relations internationales a été décidé que les stages à l'étranger, quelle que soit la filière d'origine des élèves partant, donnerait lieu à une note intégrée dans la note de contrôle continu des élèves. Cette note de stage comprendra une note de projet de stage, une note de rapport de stage et une note de restitution.

Cette décision prendra effet pour les élèves entrés à l'école à partir d'octobre 2008 et qui feront un stage à l'étranger dans le courant de l'année 2009.

INDICATEURS ASSOCIES

Indicateur	Rappel de la cible à atteindre	Résultat 2008
Nombre de conventions de partenariats (conventions cadres et Erasmus)	20 conventions à l'issue des 4 ans	16 conventions cadre (6 incluant un accord Erasmus) 15 accords Erasmus Total : 25 conventions avec des établissements différents
Nombre de semaines de mobilité Erasmus réalisées par le personnel administratif	15 sur les 4 ans (dans la limite des bourses obtenues)	3 semaines
Nombre de semaines d'enseignement assurées à l'EHESP par des enseignants étrangers	15 semaines par an	Executive Health EHMBA : 11 MPH : 5 Total : 16 semaines
Pourcentage des étudiants et élèves fonctionnaires réalisant leur stage (d'un mois minimum) à l'étranger	30% (moyenne sur les 4 ans)	EDH : 25 sur 60 IASS : 13 sur 41 D3S : 46 sur 119 IGS : 0 sur 21 MPH : 0 (stage en janvier 2009 seulement pour ceux entrés en septembre 2008.) Total : 35%
Pourcentage des étudiants étrangers dans les cursus EHESP diplômants	26%	MPH : 14/31 EMBA : 1/6 IGS : 0/21

4. Management et performances de l'École :

4.1 Management et organisation

Objectif n°1 : Modernisation du management

- Mise en place d'un nouvel organigramme

L'EHESP s'est dotée, en automne 2008, d'un nouvel organigramme en adéquation avec le projet d'établissement et permettant de mener à bien le contrat d'objectifs et de moyens.

La direction s'appuie sur un comité de direction, composé du directeur, du secrétaire général, du directeur des études, du directeur de la recherche, des 6 directeurs de département, du directeur du laboratoire, des centres interdisciplinaires et des directeurs de service (DRI, DRH, DAFJ, système d'information et contrôle de gestion) et de l'agent comptable.

Le centre d'appui à l'amélioration continue de la qualité, créé dans ce nouvel organigramme, doit permettre le développement d'une démarche d'assurance qualité interne, autour d'un référentiel qualité partagé, adopté par la direction et suscité par les organes externes d'évaluation.

- Mise en place de la direction des études

Par arrêté du 1^{er} décembre 2008 et après avis du Conseil des formations et du Conseil d'administration, le Directeur des études de l'EHESP a été nommé pour une durée de 5 ans.

La direction des études est en charge de l'organisation des parcours de formation et pour cela, les responsables de formation lui sont rattachés, ainsi que la formation tout au long de la vie, nouvelle entité regroupant les activités de formation continue, d'enseignement à distance, de préparation au concours et de cycles préparatoires.

La direction des études a travaillé à la mise en place d'un nouvel organigramme permettant d'identifier de nouveaux services (service de la scolarité et de la vie étudiante, service de la validation des acquis, services des stages, mémoires et travaux) ou mettre en valeur et d'autonomiser des nouvelles activités (service multimédia, service documentation, service de la banque de données en santé publique).

- Mise en place de la direction de la recherche

Le profil de poste du directeur de la recherche a été publié en décembre 2008.

- Gestion des ressources humaines

Pour remplir les objectifs de modernisation et de dynamisation des ressources humaines, la direction des ressources humaines a été restructurée en trois unités :

- un pôle Rémunération et Contrôle de gestion RH, qui établit la paye des élèves hospitaliers, des intervenants extérieurs et des personnels. Il développe les outils de gestion permettant de piloter la masse salariale et de suivre le plafond des ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé) en mode LOLF.

- un pôle Ressources Humaines, qui assure la gestion statutaire et le suivi de carrière des personnels. Il est chargé de tout le développement RH (GPEC, formation continue, recrutement, évaluation,...).

- un pôle prévention et santé au travail qui traite toutes les questions relatives à la santé au travail et aux conditions de travail. Il assure le suivi des accidents du travail, des congés spéciaux, des maladies et reclassements professionnels et des aménagements de poste. Il assure le suivi du CHS et du bilan social. Ce pôle travaille en étroite collaboration avec le médecin de prévention

Objectif n°2 : Mise en place de centres de responsabilité avec développement du système d'information

- Centres de responsabilité

L'EHESP, dans son objectif de responsabilisation des différentes unités, propose de mettre en place dans le cadre de son contrat d'objectifs et de moyens des centres de responsabilité à partir du 1^{er} janvier 2010.

- Système d'information

Le directeur du système d'information a été nommé, il est le contrôleur de gestion de l'établissement et le chef de projet SIFAC (système d'information financier, administratif et comptable), nouveau progiciel de gestion financière et comptable mis en place dans les universités et les grands établissements français, dans le cadre de l'Agence de mutualisation des universités et des établissements.

Le déploiement de ce nouveau progiciel est prévu pour le 1^{er} janvier 2010.

Objectif n°3 : Développement durable

Le comité de développement durable a écrit le projet de politique de développement durable déclinée dans un plan d'actions 2009-2012.

La politique et le plan d'action devront être présentés en Conseil d'administration en juillet 2009.

Indicateurs associés

Indicateurs	Justification de la cible	Périodicité	Cible à atteindre
Mise en place de la direction des études		Recruté en 2008	Nomination au 1 ^{er} décembre 2008
Mise en place de la direction de la recherche		Publication du profil en 2008	Commission de recrutement en 2009
Qualification du dispositif d'autoévaluation mis en œuvre par l'établissement		Contrat	Qualification
Mise en place des centres de responsabilité		Démarrage au 1 ^{er} janvier 2010	
Schéma directeur du système d'information		Contrat	AMO prévue en 2009
Plan d'action du développement durable		Passage en Conseil en juillet 2009	Adoption d'une politique de développement durable et d'un plan d'action 2009

4.2 Programme Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.)

Le patrimoine de l'EHESP est constitué de sept bâtiments fonctionnels qui ont été construits entre 1965 et 1992 pour une surface totale développée de 38 000 m².

L'Ecole doit procéder à une mise aux normes et à la réhabilitation de l'ensemble des bâtiments anciens de l'Ecole, tout particulièrement au regard des risques incendie, électrique et accident du travail encourus pour les personnes et les biens ;

Objectif n°1 : P.P.I. 1^{ière} tranche

Le Conseil d'Administration de l'Ecole Nationale de la Santé Publique lors de ses séances des 26 novembre 2004 et 31 mars 2005 a adopté à l'unanimité le projet de première tranche du Programme Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) qui concerne respectivement, la Résidence hôtelière MARBEUF, le bâtiment de la restauration collective et le bâtiment principal Administration/Ecole.

▪ Objectif n°1.1 : Travaux de réhabilitation et d'extension de la Résidence hôtelière MARBEUF

Le bâtiment qui a été réhabilité (4 200 m² de SHON) abrite 123 chambres et des salles de cours :

- - bâtiment hébergement : 2 770 m²
- - bâtiment enseignement : 1 030 m².

L'extension réalisée (400 m²) abrite des salles de cours, une salle de restauration et un accueil.

Coût de l'opération : 6 M € TTC

Délai de réalisation : ouverture des locaux le 5 janvier 2009.

▪ Objectif n° 1.2 : Travaux de restructuration, de mise en conformité technique et d'agrandissement du bâtiment de la restauration collective

Ce bâtiment (2 200 m² de SHON) a fait l'objet, en 1995, d'une réhabilitation partielle et d'une mise en conformité d'ordre technique et hygiénique.

Toutefois, nombre de défauts subsistent et la fréquentation du restaurant a considérablement augmenté.

Pour ce bâtiment (2 200 m² de SHON), le programme prévoit :

- la restructuration visant notamment à une réorganisation des locaux et à une amélioration des conditions de travail,
- la mise en conformité visant à la mise aux normes techniques et réglementaires de certaines parties du bâtiment,
- la création d'une surface complémentaire de 540 m².

Coût de l'opération : 2,85 M € TTC,

Délai de réalisation : 13 mois,

Notification aux titulaires des différents lots du marché de travaux : 82 % des lots ont été notifiés le 23 décembre 2008.

Les 3 lots non attribués seront notifiés à leurs titulaires en avril 2009.

Début des travaux : mars 2009

Achèvement des travaux : avril 2010.

▪ Objectif n° 1.3 : Travaux de mise en conformité technique, de réhabilitation, de restructuration et d'agrandissement du bâtiment Administration/Ecole

Ce bâtiment, construit en 1965 a fait l'objet d'un certain nombre de travaux d'extension (est et ouest du bâtiment, construction d'un bâtiment destiné au Département POLITISS, patio du CdRP) et de réhabilitation (petit et grand amphithéâtre, salles de cours, locaux de la reprographie et de bureaux).

Le bâtiment dans lequel vont se dérouler les travaux comprendra des salles de cours, des bureaux et un centre de documentation (9 820 m² de SHON).

La création d'une surface complémentaire de 850 m² se situera au sud du bâtiment.

Coût de l'opération : 9 M € TTC,

Délai de réalisation : 3 ans,

Notification aux titulaires des différents lots du marché de travaux : juillet 2009,

Début des travaux : automne 2009,

Achèvement des travaux : second semestre 2012.

INDICATEURS ASSOCIES

N°4-3 : Programme Pluriannuel d'Investissement			
Indicateur	Justification de la cible	Périodicité	Cible réalisée ou à atteindre
Taux de réalisation des travaux pour la Résidence hôtelière MARBEUF	Obligation réglementaire de mise aux normes et de réhabilitation de l'ensemble du bâtiment de l'Ecole au regard des risques d'incendie, électrique et accident du travail encourus pour les personnes et les biens	Annuelle	100 %
Taux de réalisation des travaux pour le complexe de la restauration collective	Idem	Annuelle	Réalisation de l'opération pour avril 2010
Engagement de l'ensemble de l'opération bâtiment Administration/Ecole	Idem	Contrat	Réalisation de l'engagement pour juillet 2009

5. Indicateurs d'autoévaluation

Cet indicateur doit permettre de mesurer l'engagement de l'Ecole dans une démarche qualité pour ses différentes missions.

L'Ecole indiquera la cible qu'elle se fixe pour l'échéance du contrat, après avoir préalablement déterminé le niveau qu'elle considère avoir atteint au début du contrat.

Cet indicateur permet d'évaluer le dispositif d'assurance qualité ou d'autoévaluation. Il n'évalue pas l'établissement.

Cotation / domaines qualité	2008	2009	2010	2011
Enseignement / formations	1			2
Prestations analyses (Labo)	3			3
Recherche	0			2
Hébergement	1			2
Restauration	2			3

Les niveaux de cotation 0, 1, 2, et 3 sont déterminés de la manière suivante :

0	Il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but.
1	Un plan d'action a été défini et mis en œuvre.
2	La définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent (processus d'amélioration continue).
3	Le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue.

Avenue du Professeur Léon-Bernard
CS 74 312 – 35 043 Rennes cedex
Tél. 02 99 02 22 00
Fax. : 02 99 02 26 25
www.ehesp.fr